

fr



Union européenne
Politique régionale

info regio

panorama

| N° 25 | Mars 2008 |



**Politique régionale,
développement durable
et changement climatique**

Sommaire

De nouvelles approches pour promouvoir le microcrédit en Europe

La Commission européenne a proposé une initiative visant à améliorer l'accès au financement des petites entreprises et des personnes marginalisées désireuses de monter leur propre affaire.

Politique régionale, développement durable et changement climatique

Développement durable et développement régional - du défi du réchauffement climatique à l'action dans le domaine de l'énergie

Le changement climatique – et son impact sur nos modes de production et de consommation – est de plus en plus au cœur de la politique de développement durable.

L'adaptation des régions au changement climatique: un défi pour l'aménagement du territoire en Europe

Les Européens doivent absolument mettre en place – et sans tarder – des mesures d'adaptation appropriées et rentables de façon à empêcher ou à atténuer l'impact potentiellement nuisible du réchauffement sur les systèmes humains et écologiques.

Développement durable: les régions unissent leurs forces

Le réseau GRDP (Greening Regional Development Programmes, pour des programmes de développement régional plus verts) a mis au point des produits destinés à aider les organismes publics à intégrer pleinement les questions environnementales dans le développement local et régional.

Le FEDER en action: Royaume-Uni, Autriche, Grèce, URBACT

Témoignage: Pologne

Reportage: Clairement sur la voie d'une économie à faible émission de carbone

L'est de l'Angleterre est l'une des rares régions européennes qui réalisera très vraisemblablement les ambitieux nouveaux objectifs européens de réduction des émissions carbonées fixés par la Commission européenne.

En direct du terrain: Îles Canaries (Espagne)

Interreg en action

Événement: lancement du Programme ESPON 2013

REGIO & Réseaux

En ligne

4



7



11



14



17



18



20



24



25



26



27

28

Photos (pages): Commission européenne (1, 3, 4, 5, 6, 19), projets LIFE (7, 8, 9, 10, 11, 12, 13), Mark Passmore (14, 15), South West Regional Office (16), Ecodyfi (17), Energieagentur Judenburg-Knittelfeld-Murau (17), ANATOLIKI S.A. (17), Commune Napoli (17), EEDA (20, 22, 23), Dong Energy A/S (21), Instituto Tecnológico de Canarias (24), ASECOR (25), Stadtreinigung Leipzig, Vital Signs project (25), GTK (25), ESPON (26).

Couverture: Projet du fleuve Nestos: Barrage de Thissavros pour l'irrigation et la production d'énergie (en coopération avec la Bulgarie), Drama, Grèce. Ont également contribué à la rédaction de ce numéro: Pierre Ergo, Jean-Luc Janot.

Éditeur: Ana-Paula Laissy, Commission européenne, DG Politique régionale. Ce magazine est imprimé en allemand, en anglais et en français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans 22 langues de l'Union européenne à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leur auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne.

Feu vert à la croissance durable

D'aucuns décrivent le changement climatique comme le principal défi actuel pour l'humanité. Le phénomène affectera de diverses façons les régions d'Europe. Car si 7% de la population de l'Union vit dans des régions inondables, 9% des habitants vivent dans des régions sans une goutte de pluie pendant plus de 120 jours par an. Le réchauffement concerne donc directement un habitant de l'UE sur six. Dans ces régions, l'évolution du climat et ses différentes conséquences poseront de graves problèmes pour la qualité de vie, pour le tourisme et pour l'agriculture. En outre, les engagements pris par l'Union européenne au titre du protocole de Kyoto et l'accord de la communauté internationale récemment intervenu à Bali (décembre 2007) afin de finaliser les négociations en vue d'un accord pour succéder à Kyoto d'ici la fin 2009, imposent à toutes les régions d'Europe d'adopter des objectifs ambitieux pour atténuer le réchauffement climatique, notamment les nouveaux défis en termes d'approvisionnement et d'efficacité énergétiques. Dans ce contexte, jamais le concept de développement régional durable n'aura revêtu une telle importance.



Ce numéro du magazine Inforegio Panorama montre le rôle important que peuvent jouer les politiques régionales et de cohésion en garantissant le développement durable, en appuyant les efforts visant à s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique et à les atténuer et en contribuant à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au développement de sources d'énergie alternatives.

Le soutien financier total de l'Union européenne affecté aux programmes environnementaux pour la période 2007-2013 au titre des Fonds structurels et du Fonds de cohésion a doublé par rapport à la période précédente et avoisine aujourd'hui les 100 milliards d'euros. La moitié de cette enveloppe financera des investissements d'infrastructure dans le domaine de l'eau et du traitement des déchets, de l'assainissement de sites contaminés et de la lutte contre la pollution et soutiendra les efforts de protection de la nature et de prévention des risques. L'autre moitié sera affectée à des investissements visant à avoir une influence sur l'environnement dans des domaines comme le transport et les systèmes énergétiques, l'éco-innovation, la régénération urbaine et rurale, la gestion environnementale des entreprises et l'écotourisme.

Les nombreux exemples présentés dans ce numéro montrent que, grâce au soutien de l'Union européenne, le développement durable peut devenir une chance à saisir pour les régions européennes. Il faut savoir que les investissements en faveur de l'environnement sont une source de croissance économique. Ils peuvent en effet aider les régions à développer des technologies non polluantes innovantes, à encourager l'utilisation efficace de l'énergie, à promouvoir l'écotourisme ou simplement à rendre l'environnement naturel plus attrayant. Les nouvelles technologies qui utilisent le vent, le soleil et la biomasse pour produire de l'énergie durable peuvent donner aux régions un nouvel avantage compétitif. La lutte contre le changement climatique peut même elle aussi offrir des opportunités nouvelles: en exploitant leurs ressources naturelles et leur savoir-faire spécifique, les régions peuvent en effet améliorer leur bilan énergétique et accroître leur compétitivité.

Ces défis écologiques sont autant de difficultés mais la créativité peut nous aider à les relever, et les régions en sortiront renforcées. J'espère que les régions d'Europe continueront à travailler main dans la main et à se pencher ensemble sur les questions en rapport avec le changement climatique et le développement technologique. Il en va de l'utilisation durable de l'énergie !

Danuta Hübner
Commissaire à la politique régionale

Accès des petites entreprises et des personnes marginalisées au financement

De nouvelles approches pour promouvoir le microcrédit en Europe

La Commission européenne a proposé une initiative visant à améliorer l'accès au financement des petites entreprises et des personnes marginalisées désireuses de monter leur propre affaire¹. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, vise à améliorer, en Europe, l'accès aux prêts d'un faible montant – le microcrédit – afin de rencontrer une demande jusqu'ici non satisfaite.



Petit négoce de bois à Rebrisoara, Roumanie.

Le microcrédit peut être défini comme l'octroi de prêts d'un très faible montant à des chefs d'entreprise, à des entreprises d'économie sociale, à des travailleurs souhaitant se lancer dans l'emploi indépendant, à des personnes travaillant dans l'économie informelle ainsi qu'à des chômeurs et autres personnes vivant dans la pauvreté. N'ayant qu'une valeur négligeable pour les banques, ces personnes sont en effet souvent exclues des services bancaires traditionnels. Le microcrédit se situe au croisement des préoccupations économiques et sociales. Il contribue en effet à l'initiative économique et à l'esprit d'entreprise, à la création d'emploi et à l'auto-emploi, au développement des compétences et à l'inclusion active de personnes défavorisées. Le microcrédit revêt une importance toute particulière dans les zones rurales. Autre contribution importante, il peut aider à l'intégration des minorités ethniques et des immigrés, tant sur le plan social que sur le plan économique.

«Nos citoyens sont désireux de travailler et nombre d'entre eux souhaitent gérer leur propre petite entreprise ou s'installer comme indépendant. Le microcrédit est un moyen très efficace pour créer de nouvelles entreprises ou aider les chômeurs à se réinsérer dans la vie économique en exerçant un emploi indépendant ou en créant une micro-entreprise,» a expliqué la commissaire Hübner en présentant l'initiative.

Le microcrédit a déjà fait largement ses preuves dans les pays en développement. Dans l'UE, la demande pour ce type de financement – généralement des prêts d'un montant moyen de 7 700 euros environ – émane surtout de personnes souhaitant créer une petite entreprise dans le secteur des services. Qu'il s'agisse de services aux entreprises, aux personnes ou aux ménages, le microcrédit peut aider des as de l'informatique, des laveurs de vitres, des jardiniers, ou encore ceux qui gardent des personnes ou des animaux, à exploiter leurs compétences et leurs aptitudes et créer leur propre entreprise. Il est clair que le microcrédit peut dès lors avoir un rôle important dans la réalisation de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et pour la promotion de l'inclusion sociale, tout en s'inscrivant parfaitement dans la nouvelle priorité donnée à la «flexicurité», c'est-à-dire la flexibilité associée à une sécurité sociale.

Le microcrédit a le vent en poupe dans un grand nombre des nouveaux États membres. Une tendance observée aussi depuis peu dans les anciens États membres de l'UE-15. Mais un long chemin reste à parcourir avant que toutes les potentialités de cette nouvelle formule de crédit soient pleinement exploitées. *«Cette initiative a pour but de créer un cadre de coordination de nos efforts au niveau de l'UE en améliorant l'environnement juridique et institutionnel dans lequel opèrent les fournisseurs de microcrédits et en augmentant la*

(1) Initiative européenne pour un développement du microcrédit en faveur de la croissance et de l'emploi [COM(2007) 708 final].

Demande toujours plus importante mais insatisfaite

Le microcrédit a pris son envol dans les nouveaux comme dans les anciens États membres.

Dans l'UE, le microcrédit fait référence à des prêts d'un montant inférieur à 25 000 euros; il s'élève en moyenne à 10 000 euros dans les anciens États membres et à 3 800 euros dans les nouveaux États membres.

Au niveau de l'UE dans son ensemble, la demande potentielle de microcrédit qui pourrait être couverte par des institutions financières non bancaires pour la création de nouvelles entreprises pourrait être largement supérieure à un demi-million de nouveaux clients. Ce chiffre pourrait augmenter de manière significative dans les prochaines années en raison de la demande potentielle, du recyclage de microcrédits et de l'impact positif que devrait avoir l'initiative proposée en matière de microcrédit.

Selon des estimations basées sur les données Eurostat, la demande potentielle de microcrédit dans l'UE pourrait, à court terme, dépasser les 700 000 nouveaux crédits, pour un montant approximatif de 6,1 milliards d'euros.

Le microcrédit est une formule parfaitement adaptée aux micro-entreprises comptant moins de 10 travailleurs (91% de toutes les entreprises européennes) ainsi qu'aux chômeurs et aux personnes inactives désireuses de se lancer dans un emploi indépendant mais n'ayant pas accès aux services bancaires traditionnels. Cette initiative se concentre sur ce segment «non rentable» du marché du crédit.

disponibilité des capitaux. Avec le microcrédit, 6,1 milliards d'euros supplémentaires pourraient être investis en Europe», a ajouté la commissaire Hübner

De nouveaux cadres

En lançant cette initiative, la Commission invite les États membres à adapter leurs cadres institutionnels, juridiques et commerciaux afin de:

- créer un environnement permettant le développement d'institutions de microfinancement (IMF) et couvrant tous les segments de clientèle;
- soutenir la viabilité du microcrédit en assouplissant le plafonnement des taux d'intérêt pour le microcrédit;
- permettre aux IMF d'avoir accès aux bases de données sur les emprunteurs et leur faciliter l'évaluation des risques;
- réduire les charges d'exploitation par des régimes fiscaux favorables;
- adapter la réglementation et la supervision nationales aux spécificités de la microfinance;
- garantir l'application des règles du marché unique au microcrédit;
- appliquer les normes comptables et de réglementation au microcrédit.

Le passage de l'Europe à une économie fondée sur la connaissance, les services et les nouvelles technologies, prônée dans le cadre de la stratégie de Lisbonne renouvelée de 2005, pourrait être favorisé si une attention plus grande était portée à trois facteurs autour desquels la relation entre la création d'entreprise et le microcrédit s'articule à trois niveaux différents: adaptation du cadre institutionnel pour les micro-entreprises; facilitation de la transition du chômage à la création d'une micro-entreprise; et fourniture d'un soutien technique aux micro-entrepreneurs.

Pour que le microcrédit puisse vraiment faire ses preuves, il faudra absolument permettre aux institutions bancaires

et non bancaires de poursuivre leurs activités et de mettre en place des actions durables. Utiliser des aides publiques pour des mesures temporaires vouées à disparaître dès la fin des aides est contre-productif. Il est plus utile de soutenir le développement de services bancaires et d'IMF non bancaires permanentes en les encourageant à échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques et à utiliser un langage commun qui les aidera à coopérer de manière plus efficace. S'il est vrai que les établissements non bancaires ont beaucoup à apprendre des banques, l'inverse est également vrai car les méthodes mises au point pour octroyer et recouvrer des microcrédits diffèrent des méthodes bancaires traditionnelles. En outre, cet échange de savoir-faire permettrait une meilleure intégration de méthodes quantitatives, comme le *scoring* (notation des clients), qui commencent à s'étendre au microcrédit, ainsi que des contacts générateurs de confiance, desquels dépendent le microprojet et son remboursement. La diffusion des bonnes pratiques est un facteur important pour le développement du microcrédit, et continuera d'être soutenue par des centres de documentation, tels que le Centre de microfinance pour l'Europe centrale et de l'Est, le Réseau européen de la microfinance et les banques elles-mêmes.

Un nouveau centre, un nouveau fonds

Pour aborder ces questions, la Commission recommande la création d'une nouvelle entité européenne, dotée d'un personnel qualifié chargé de dispenser l'expertise et le soutien nécessaires au développement des institutions de microfinancement non bancaires dans les États membres. Les responsables du microfinancement seraient dès lors en mesure d'offrir à l'emprunteur, en plus d'un simple prêt, un service d'accompagnement qui l'aiderait à développer son entreprise et à assurer sa prospérité. Ce type d'accompagnement est essentiel au succès des opérations de microcrédit.

Le financement de cette entité se ferait sur le budget d'assistance technique existant du Fonds européen de développement régional (FEDER). L'entité pourrait être gérée par le Fonds européen d'investissement (FEI), qui collabore déjà avec la Commission dans le domaine du microcrédit par le biais du programme JEREMIE (Joint European Resources for Micro and Medium Enterprises, Ressources européennes communes pour les petites et moyennes entreprises), opérationnel depuis 2005 (voir encadré). La nouvelle initiative s'emploierait tout particulièrement à développer l'énorme potentiel du volet microcrédit des activités JEREMIE.

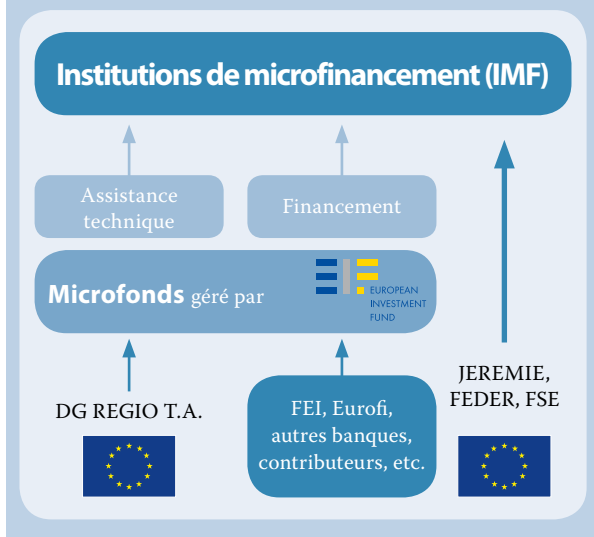
Afin de dégager davantage de capitaux pour les fournisseurs de microcrédit, l'initiative propose de mettre en place un microfonds au sein de cette nouvelle entité. Ce fonds contribuerait au financement des activités de prêt des institutions de microfinancement, lesquelles peuvent également s'attendre à pouvoir compter sur les contributions



Incubatrice d'entreprise à Martin, Slovaquie.

Mise en place du microfonds

L'initiative européenne pour le développement du microcrédit prévoit entre autres la création d'un fonds chargé de fournir le capital d'amorçage et l'assistance technique aux institutions de microfinancement non bancaires sélectionnées. Ces organismes seraient ainsi durables et autonomes et en mesure de créer des modèles pour l'ensemble du secteur. Le microfonds pourrait être géré par le Fonds européen d'investissement. Le diagramme ci-dessous situe le microfonds dans le contexte institutionnel.



d'un large éventail d'investisseurs et de bailleurs de fonds. La Banque européenne d'investissement (BEI) et le FEI ont manifesté leur intérêt pour la gestion de cette entité. Il sera nécessaire de mener des campagnes de communication appropriées pour stimuler le microcrédit en Europe et favoriser son développement sur le long terme. Des évaluations sont également prévues. Ces divers aspects sont complémentaires et contribuent tous à la création d'un environnement favorable à la durabilité du microcrédit en Europe.

Inclusion dans les programmes nationaux de réforme

L'initiative proposée par la Commission entend développer le microcrédit dans l'Union européenne dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, et représente une étape supplémentaire vers la réalisation des objectifs de la communication de la Commission «Financer la croissance des PME - Promouvoir la valeur ajoutée européenne». Elle recommande en effet la mise en place d'une structure de soutien spécialisée dans le microcrédit, qui permettrait le développement de services de tutorat essentiels pour soutenir les micro-emprunteurs durant la phase de création de leur entreprise. L'initiative entend par ailleurs développer des bonnes pratiques de marché en créant un label «microcrédit» spécifique ainsi qu'un guide de bonne conduite. L'initiative vise également à améliorer les apports en capitaux et propose la création d'un fonds pour le microcrédit, qui aiderait à financer les activités de prêt des IMF. Compte tenu des changements nécessaires au niveau des cadres institutionnels et juridiques nationaux qui entourent le microcrédit, ces aspects pourraient être intégrés dans le cycle annuel de gouvernance de Lisbonne. En d'autres termes, l'inclusion de ces aspects dans les programmes de réforme nationaux pourrait encourager les États membres à adopter les réformes appropriées, au regard de leurs situations respectives, pour encourager le microcrédit.

Un ami nommé JEREMIE

Par le passé, les programmes nationaux et régionaux soutenus par les Fonds structurels n'octroyaient pas aussi systématiquement des aides financières ou autres aux projets de microcrédit. C'était par exemple le cas pour les zones urbaines défavorisées.

Le programme JEREMIE (Joint European Resources for Micro and Medium Enterprises, Ressources européennes communes pour les petites et moyennes entreprises) a été créé en 2005 avec le soutien de la Banque européenne d'investissement (BEI) et du Fonds européen d'investissement (FEI). Il a pour mission d'améliorer l'accès au financement, y compris le microcrédit, dans les programmes régionaux européens pour la période 2007-2013.

JEREMIE est un processus permettant aux États membres et aux régions d'utiliser une partie de leurs Fonds structurels par le biais du Fonds européen d'investissement (FEI) afin d'obtenir un ensemble de produits financiers spécialement conçus pour les micro-, petites et moyennes entreprises. Au lieu d'utiliser des subventions en tant que telles, les bénéficiaires peuvent en «convertir» une partie en produits financiers. Ceux-ci peuvent ensuite être renouvelés (remboursés et réutilisés); il ne s'agit pas de simples subventions.

Ces produits incluent un large éventail d'instruments (actions, capital-investissement, garanties et assistance technique) qui permettent véritablement de démultiplier le budget. Ce qui signifie que ces produits financiers pourraient générer 2 à 10 euros supplémentaires pour chaque euro octroyé au titre du budget.

Le FEI travaille avec l'entier soutien de la BEI et bénéficie de toute sa capacité de prêt. Ce fonds fait également office de fédérateur rassemblant toutes les autres sources de financement (institutions financières internationales, nationales ou locales, fonds d'investissement, agences de microcrédit).

En collaboration avec les autorités nationales et locales, le FEI met au point des projets locaux «à la carte», qui tiennent compte du contexte local et qui s'y adaptent. Un accord de financement est signé à chaque fois avec l'autorité de programmation.

La coopération avec les intermédiaires financiers locaux, comme les fonds de capital-investissement, les régimes de garantie, les banques et les fournisseurs de microfinancement, est essentielle car les subventions octroyées par le Fonds européen de développement régional (FEDER) alimentent JEREMIE par le biais du FEI avant de parvenir aux intermédiaires locaux, qui, à leur tour, fourniront un financement aux PME.

Pour en savoir plus: www.eif.org



Les deux fondatrices de «Faraway Foods», une spin-off du Loughry College qui a bénéficié d'une subvention du FEDER au titre du programme PEACE.

Développement durable et développement régional – du défi du réchauffement climatique à l'action dans le domaine de l'énergie

Le changement climatique - et son impact sur nos modes de production et de consommation - est de plus en plus au cœur de la politique de développement durable. Il occupe dès lors une place centrale dans la politique de développement régional, se présentant à la fois comme un défi sans précédent mais aussi comme une chance unique, pour les régions d'Europe, d'innover et de créer de nouveaux emplois.



■ *Imposant système photovoltaïque produisant 530 MWh grâce à l'énergie solaire, à Blons, en Autriche.*

Le «développement durable», qui suppose un équilibre entre les préoccupations d'ordre économique, social et environnemental, est depuis longtemps un objectif fondamental de la politique européenne. Mais aujourd'hui, un nouveau défi est en passe de devenir plus prioritaire encore: le changement climatique¹. Même si les processus à l'origine du réchauffement climatique concernent un certain nombre de domaines (air, eau, sols, biodiversité) et un certain nombre de secteurs (transports et bâtiments, industrie et agriculture), le commun dénominateur est l'énergie. Une énergie qui dépend énormément des combustibles fossiles, grands responsables des émissions de gaz à effet de serre et dont les ressources

sont par ailleurs limitées. Dans un tel contexte, l'UE dépend des pays tiers pour son approvisionnement énergétique, ce qui l'expose aux fluctuations des prix de l'énergie.

C'est dire que l'on a de bonnes raisons de faire figurer en très bonne place l'énergie et le changement climatique parmi les sept défis énumérés dans la stratégie en faveur du développement durable de l'Union européenne, adoptée par le Conseil de l'Union européenne en 2006. Les six autres défis identifiés sont le transport durable, la consommation et la production durables, la conservation des ressources naturelles, la santé, l'inclusion sociale et la démocratie et, enfin, la pauvreté dans le monde.

(1) Livre vert présenté par la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Adaptation au changement climatique en Europe: les possibilités d'action de l'Union européenne [COM(2007) 354 final]; et le projet PESETA - Impact du changement climatique en Europe: <http://peseta.jrc.es/>

Premier rapport de la Commission sur la stratégie en faveur du développement durable

Le 22 octobre 2007, la Commission européenne adoptait son premier rapport de situation sur la stratégie en faveur du développement durable². Même si les avancées sur le terrain restent modestes, les développements observés au niveau des politiques communautaires et nationales sont plus encourageants, notamment dans le domaine de l'énergie et du changement climatique. La nouvelle politique intégrée adoptée par le Conseil en mars 2007 compte parmi les mesures importantes qui ont été prises à l'échelon européen.



Journée sans voiture à Bruxelles, Belgique

Pratiquement tous les États membres ont adopté des stratégies pour lutter contre le changement climatique.

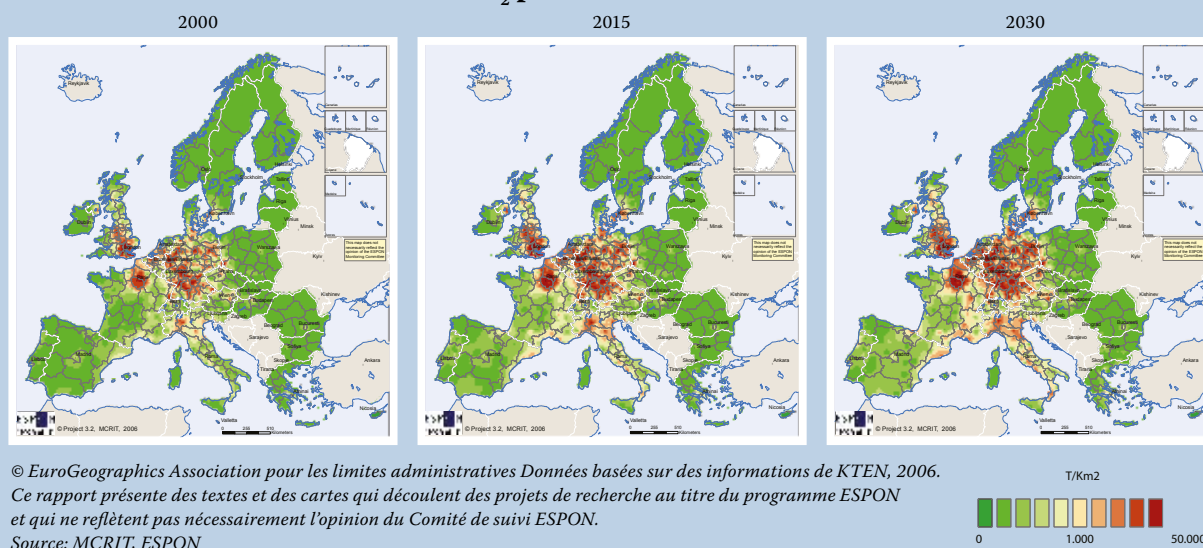
Contrairement à d'autres secteurs et malgré les améliorations au niveau des performances des véhicules, les émissions de gaz à effet de serre dues aux transports continuent d'augmenter parallèlement au PIB. S'agissant de la production durable, les résultats sont difficiles à évaluer à grande échelle. Si un nombre croissant d'entreprises propose des produits et des services durables, et que les initiatives visant à encourager les écotechnologies ou les écolabels se multiplient, de nombreuses autres possibilités sont encore inexploitées. En ce qui concerne la question des ressources naturelles, la situation est complexe et présente de multiples facettes. Certains aspects sont particulièrement problématiques, comme la qualité des sols, la biodiversité et les ressources de la mer.

L'énergie et les régions: une étude réalisée par le Parlement européen

Une étude³, publiée en juin 2007 et réalisée sous l'égide du Parlement européen, examine le soutien aux énergies durables et renouvelables dans les programmes de cohésion 2000-2006 des 15 États membres et les projets des Cadres de référence stratégiques nationaux (CRSN) 2007-2013 des 27 États membres de l'Union européenne.

Au cours de la période 2000-2006, les dépenses budgétées pour les énergies durables et renouvelables au sein des programmes des Fonds structurels ont représenté environ 1% des dépenses totales. Les CRSN pour la période de financement 2007-2013 affichent une nette progression dans ce domaine. Une enveloppe d'environ 15 milliards d'euros a été affectée aux investissements dans les énergies durables, l'efficacité énergétique et les transports urbains propres. Ce chiffre est cinq fois plus élevé que lors de la période

Scénario tendanciel: Émissions de CO₂ par surface dues au trafic routier interurbain



(2) Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Rapport de situation sur la stratégie 2007 en faveur du développement durable [COM(2007) 642 final].

(3) Parlement européen, direction générale des politiques internes: *Using sustainable and renewable energies in the context of the structural policy 2007-2013* (juin 2007).



■ Centrale électrique fonctionnant aux schistes bitumineux en Estonie.

précédente pour ce qui est de l'objectif «convergence» et sept fois plus élevé pour l'objectif «compétitivité régionale et emploi».

L'étude réalisée par le Parlement présente 15 exemples de bonnes pratiques et formule trois recommandations générales: fixer un objectif réalisable, adopter une approche plus stratégique dans le domaine des énergies durables et renouvelables et mieux gérer les aspects «énergie» des interventions sectorielles.

20 20 d'ici à 2020

Une proposition de directive⁴ soumise par la Commission au Conseil et au Parlement européen le 23 janvier 2008, entend encourager les efforts visant à réaliser les objectifs dans le domaine de l'énergie et du climat adoptés par le Conseil

en mars 2007. S'appuyant sur les raisons économiques et écologiques motivant l'utilisation des énergies renouvelables et au vu de la nécessité de renforcer le cadre juridique de soutien, la Commission propose un ambitieux train de mesures marquant le début d'une «nouvelle révolution industrielle».

Ces mesures visent à réaliser les objectifs suivants à l'horizon 2020: une diminution de 20% des émissions de gaz à effet de serre dans l'UE par rapport aux niveaux observés en 1990 (30% en cas de consensus international); une part de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie dans l'UE d'ici à 2020 (contre 8,5% aujourd'hui); et 10% pour l'utilisation des biocarburants dans les transports, ce carburant étant produit de manière économiquement viable. Une amélioration du système d'échange de quotas figure également parmi les propositions.

(4) Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Deux fois 20 pour 2020. Saisir la chance qu'offre le changement climatique [COM(2008) 30 final].

L'environnement et le développement durable...

...dans les orientations stratégiques communautaires 2007-2013

Les orientations stratégiques communautaires en matière de cohésion¹, adoptées par le Conseil, dotent les États membres et les régions d'un ensemble de lignes directrices en vue de «favoriser le développement harmonieux, équilibré et durable de la Communauté». Un grand nombre de ces orientations, résumées ci-dessous, sont en rapport avec l'environnement.

Orientation 1.1.: «Faire de l'Europe et de ses régions un lieu plus attractif pour les investissements et l'emploi.» Il s'agit d'étendre les infrastructures de transport (1.1.1.) tout en améliorant la performance environnementale des modes de transport et leur répartition équilibrée, conformément au livre blanc sur la politique des transports.

Renforcer les synergies entre la protection environnementale et la croissance (1.1.2.) impose d'accorder la priorité à la lutte contre la pollution à sa source, notamment en ce qui concerne les déchets. Le Conseil appelle donc:

- à des investissements majeurs dans les infrastructures de façon à respecter la législation européenne en matière d'environnement mais aussi les engagements au titre du protocole de Kyoto;
- à la réhabilitation de l'environnement physique et du patrimoine;
- à la création de conditions attractives pour les entreprises;
- à la mise en place de mesures de prévention des risques grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles;
- à une recherche plus ciblée;
- à une meilleure utilisation des TIC;
- à des politiques de gestion publiques plus innovantes.

En vue d'arriver à une utilisation moins intensive des sources d'énergie traditionnelles (1.1.3.), le Conseil préconise des mesures et des actions dans les buts suivants:

- soutenir des projets visant à améliorer l'efficacité énergétique et la diffusion de modèles de développement à faible intensité énergétique;
- soutenir les énergies renouvelables et les technologies alternatives;
- concentrer les investissements portant sur les sources d'énergie traditionnelles sur les projets visant à développer les réseaux lorsque le marché est défaillant.

Orientation 1.2.: «Améliorer la connaissance et l'innovation, pour la croissance.» En vue de faciliter l'innovation et l'esprit d'entreprise (1.2.2), les États membres sont invités à faire fond sur les forces de l'UE dans le domaine des éco-innovations et à encourager l'introduction de systèmes de gestion respectueux de l'environnement.

...dans les cadres de référence stratégiques nationaux et les programmes opérationnels

Les orientations stratégiques communautaires en matière de cohésion 2007-2013 ont servi de base à l'élaboration des 27 «cadres de référence stratégique nationaux» (CRSN), approuvés par la Commission. Ces CRSN ont eux-mêmes servi de base aux 434 programmes opérationnels, qui, à ce jour, ont été pour la plupart adoptés.

D'une manière générale, ces documents traduisent le vaste engagement des États membres envers la protection de l'environnement et la prévention des risques, à concurrence d'un investissement total de 51 milliards d'euros. Au titre de la période de programmation 2007-2013, l'aide octroyée par la politique de cohésion aux énergies durables et renouvelables, ainsi qu'aux transports urbains non polluants, s'élève à 15,2 milliards d'euros.

...dans l'initiative «Les régions, actrices du changement économique»

Cette initiative a été lancée par la Commission afin de faciliter la mise en œuvre des orientations stratégiques par le biais de la coopération interrégionale et le réseau de développement urbain URBACT. L'initiative a été dotée d'une enveloppe de 327 millions d'euros et porte sur trente thèmes prioritaires, parmi lesquels une dizaine sont axés sur l'environnement.

Les nouvelles réglementations des Fonds structurels et du Fonds de cohésion mettent davantage l'accent sur les aspects environnementaux du développement durable. Le **règlement général** les mentionne d'ailleurs dans la définition des objectifs et des missions du Fonds (article 3), tandis que l'article 17 inscrit pleinement l'action des fonds dans le cadre du développement durable et de l'objectif de protéger et d'améliorer l'environnement.

Le règlement relatif au **Fonds européen de développement régional** (FEDER) expose les mesures environnementales prévues dans tous les domaines pour chacun des nouveaux objectifs prioritaires: convergence (article 4), compétitivité régionale et emploi (article 5) et coopération territoriale européenne (article 6).

L'article premier du règlement instituant le **Fonds de cohésion** rappelle que le Fonds a été institué dans le but de renforcer la cohésion économique et sociale dans une perspective de développement durable, tandis que l'article 2 met en exergue la nouvelle priorité accordée par le Fonds au développement durable, tout en affirmant que le Fonds peut aussi intervenir dans des domaines comme «l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables».



Préserver les écosystèmes est l'affaire de tous.

(1) Décision du Conseil du 6 octobre 2006 relative aux orientations stratégiques communautaires en matière de cohésion (2006/702/CE).

L'adaptation régionale au changement climatique: un défi pour l'aménagement du territoire en Europe

Par Ronan Uhel et Stéphane Isoard ¹

Les Européens doivent absolument mettre en place – et sans tarder – des mesures d'adaptation appropriées et rentables pour empêcher ou atténuer l'impact potentiellement nuisible du réchauffement sur les systèmes humains et écologiques.



Les inondations sont les premières conséquences visibles du changement climatique.

Ce n'est sans doute ni cette année ni l'année prochaine que l'Europe sera touchée de plein fouet par les conséquences désastreuses du changement climatique. Toutefois, nous ne pouvons nous permettre de sous-estimer l'ampleur du phénomène. L'année dernière, les terribles feux de forêt en Grèce et les inondations qui ont ravagé le Royaume-Uni ont à nouveau montré l'impact dévastateur du déchainement des forces naturelles sur la santé humaine et sur les écosystèmes, sans compter l'impact socioéconomique de ces phénomènes naturels. Même si l'Europe ne sera pas touchée partout de la même façon par les conséquences du changement climatique, de récentes évaluations, menées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indiquent que les événements météorologiques extrêmes verront leur fréquence et leur intensité s'accroître à l'avenir suite au réchauffement climatique. Même si les émissions de gaz à effet de serre devaient s'arrêter aujourd'hui, le changement climatique se poursuivrait encore pendant plusieurs dizaines d'années et, dans le cas du niveau de la mer, pendant des siècles. En outre, il ressort de projections pour 2100 que les températures gagneront de 2 à 6 °C par rapport aux années 1990.

Une indispensable adaptation: une question régionale et territoriale

L'Europe du Sud-Est, la Méditerranée et l'Europe centrale comptent parmi les régions de l'UE les plus exposées au changement climatique. En revanche, ce changement pourrait être dans un premier temps bénéfique aux régions du nord ainsi qu'à certaines régions de l'ouest de l'Europe, notamment dans le domaine de l'agriculture. Le changement climatique pourrait ainsi améliorer le rendement des forêts commerciales du nord, tandis que les régions méditerranéennes et l'Europe continentale doivent plutôt s'attendre à une diminution des rendements, en raison de précipitations de plus en plus rares. En outre, l'Europe méridionale semble être confrontée à un risque accru d'incendies de forêts. Les régions montagneuses, comme les Alpes, sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Déjà confrontées à une augmentation des températures supérieure à la moyenne, elles risquent fort bien d'être touchées de plein fouet par les catastrophes naturelles, l'érosion des sols et les inondations favorisées par la fonte des glaciers et du permafrost. L'Autriche s'emploie déjà à évaluer ces risques et les effets négatifs à craindre pour

(1) Ronan Uhel est directeur de l'analyse spatiale, et Stéphane Isoard est chef de projet pour l'impact et l'adaptation au changement climatique à l'AEE. Agence européenne pour l'environnement, Kongens Nytorv 6, 1050 Copenhagen K, Denmark. www.eea.europa.eu

le tourisme d'hiver. Elle évalue aussi sa vulnérabilité par rapport à l'impact du changement climatique et met au point des mesures permettant de s'y adapter à temps afin de limiter le coût de ces changements pour la société. Le réchauffement climatique pourrait aussi avoir un profond impact sur les zones côtières du fait de l'augmentation du niveau de la mer et de la fréquence ou de l'intensité des tempêtes. En partenariat avec des acteurs de divers secteurs, les Pays-Bas mettent ainsi au point des mesures visant à réduire les risques liés aux inondations côtières et aux crues. Quant aux habitats et aux écosystèmes côtiers de la Baltique, de la Méditerranée et de la mer Noire en particulier, ils sont menacés par la disparition de surfaces considérables de terres humides.

Les Européens doivent prendre conscience de cette évolution et mettre en place des mesures d'adaptation précoces, appropriées et rentables de façon à éviter ou à atténuer l'impact potentiellement nocif des ces phénomènes sur les systèmes écologiques et humains. Réduire cette vulnérabilité et renforcer la résilience est une priorité urgente et commune à tous les pays, régions, entreprises et acteurs de l'Union européenne.



Le changement climatique modifie déjà la couleur de la robe du renard arctique.

Un déficit d'informations et de connaissances

Les responsables politiques et le grand public ont besoin d'informations. Un défi important sera dès lors d'améliorer la compréhension scientifique du changement climatique et de son impact à l'échelon régional. L'idée est de pouvoir ainsi développer et déployer les meilleures stratégies d'adaptation possible.

À l'heure actuelle, nos connaissances ne nous permettent pas de mettre en œuvre des actions stratégiques coordonnées à l'échelon européen ou national, et encore moins à l'échelon régional et local.

Améliorer notre base de connaissance reste une priorité fondamentale. Certains pays développent ou ont déjà finalisé des évaluations nationales de vulnérabilité ou des plans d'adaptation à l'échelon national (par exemple le Danemark, la Finlande, la France, le Portugal, l'Espagne, la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni). Toutefois, nous devons aussi évaluer davantage notre vulnérabilité et notre capacité d'adaptation dans une série de secteurs économiques essentiels et pour divers thèmes environnementaux fondamentaux. Face à l'enjeu, nous allons devoir utiliser les outils d'analyse appropriés, comme l'aménagement du territoire. Des efforts de recherche plus soutenus et une analyse coordonnée sont nécessaires pour que nous disposions de modèles et d'un ensemble de données de base, par exemple une simulation

rétrospective à l'échelon régional du climat en Europe qui permettrait de faire le lien entre des modèles hydrologiques améliorés et le changement climatique. Ces approches sont les seules qui peuvent nous permettre de poser les questions fondamentales, et déterminer, par exemple, si la pénurie d'eau dans une région est due à des précipitations insuffisantes ou à une mauvaise gestion des ressources.

Les coûts économiques de l'impact du changement climatique (à savoir les coûts de l'inaction) viennent de plus en plus souvent documenter le débat politique, ce qui est essentiel pour mettre au point des scénarios d'adaptation appropriés, permettant de limiter les dommages ou d'exploiter les opportunités associées au changement climatique. Les coûts économiques constituent en effet un étalon de mesure permettant une évaluation et un contrôle dans tous les secteurs. Ils facilitent aussi l'identification des principaux domaines de préoccupation. Il convient par ailleurs d'introduire aussi une perspective économique au niveau des politiques européennes et nationales d'adaptation, en vue de compléter nos connaissances sur l'impact du changement climatique. Nous disposons en effet de très peu d'informations quantifiées sur les coûts de l'adaptation. Des



L'aviation est l'une des sources de pollution et d'émissions carbonées qui augmentent le plus rapidement.

travaux supplémentaires doivent donc être réalisés de toute urgence pour mettre au point une base de données factuelles afin de faciliter une adaptation bien documentée, rentable et proportionnée en Europe.

Les bonnes pratiques développées dans les premières actions d'adaptation doivent être documentées et partagées, en particulier celles qui sont axées sur la gestion des événements climatiques extrêmes que nous connaissons actuellement. L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) a mis en place une base de données d'actions menées par les États membres dans le secteur de l'eau. Les organisations nationales compétentes devraient toutefois régulièrement la mettre à jour, et elle devrait être étendue aux nouveaux États membres et à d'autres secteurs. De précieuses informations sont également disponibles à partir d'autres cadres internationaux. Ainsi, la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et le GIEC disposent de très nombreuses données sur la vulnérabilité et sur l'adaptation, mais ces informations doivent être diffusées à plus grande échelle encore.

Souvent, les résultats des programmes de recherche n'ont pas, dans un format compréhensible, fait l'objet d'échanges suffisants avec les responsables politiques et les autres acteurs. Il existe certains bons exemples, comme ESPACE (*European Spatial Planning: Adapting to Climate Events*, aménagement du territoire européen: adaptation aux phénomènes climatiques) et BRANCH

(*Biodiversity Requires Adaptation in Northwest Europe under a Changing climate*, besoins d'adaptation de la biodiversité dans le Nord-Ouest de l'Europe sous un climat en changement), deux projets menés au titre du programme communautaire Interreg. Mais dans l'ensemble, il s'avère urgent de lancer des projets qui peuvent contribuer à fournir les outils et les conseils stratégiques appropriés qui faciliteront la mise en place de réseaux transnationaux et sous-régionaux efficaces.

Contexte politique et perspectives

Le livre vert de la Commission européenne sur l'adaptation (2007)² fournit le cadre nécessaire pour la coordination des efforts. Les processus consultatifs doivent être «assumés» car l'Europe doit avoir à sa disposition une approche intégrée pour ses divers mécanismes de financement direct (par ex., les instruments dans le domaine de l'agriculture, de la cohésion, de la solidarité et de LIFE+) ainsi que pour sa législation existante et ses nouvelles réponses politiques. Le livre vert sur l'adaptation a initié le processus politique d'adaptation de l'UE, lequel sera étendu et soutenu par un Groupe consultatif européen sur l'adaptation et la préparation du livre blanc sur l'adaptation, qui doit être publié d'ici la fin 2008. En outre, d'autres politiques sectorielles, comme la directive sur les inondations (position commune du Conseil et du Parlement européen en 2007) et la communication sur la pénurie d'eau et les sécheresses, adoptée par la Commission européenne (juillet 2007), fournissent un cadre politique complémentaire très utile, axé directement sur la lutte contre l'impact du changement climatique. Une communication sur les conséquences du changement climatique sur la santé humaine est aussi en cours de préparation. Du point de vue du développement territorial et régional, une attention accrue est accordée à l'adaptation au changement climatique, qui est au cœur de l'«agenda territorial de l'Union européenne», adopté par les ministres chargés du développement territorial des États membres de l'Union européenne lors de la conférence ministérielle informelle de Leipzig en mai 2007. L'adaptation au changement climatique est aussi le thème du plan d'action sur la cohésion territoriale adopté en novembre 2007. Dans ce contexte, la Commission européenne prépare également un livre vert sur la cohésion territoriale pour 2008. D'autres politiques connexes intègrent aussi une dimension territoriale. Citons ici la directive sur la stratégie pour la protection du milieu marin, la politique maritime intégrée pour l'UE (le livre bleu) ainsi que la directive INSPIRE établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne.

Face à cette évolution, l'Union européenne doit adapter ses structures de gouvernance de façon à gérer la nature transversale du thème de l'adaptation sinon tout l'effort d'adaptation se trouvera réduit à néant. Ce point a été clairement mis en évidence par le projet ESPACE, qui fournit des conseils concrets pour l'adaptation aux responsables politiques participant à la gestion de l'impact du changement climatique sur l'aménagement du territoire pour la gestion de l'eau. Le projet entend entre autres faire de l'adaptation au changement climatique un objectif clé de l'aménagement du territoire en allant au-delà de la durée habituelle de l'aménagement pour comprendre les risques climatiques et encourager les «champions de l'adaptation au climat». Ce type de projet devrait être étendu à d'autres régions importantes et aux autres questions relatives à l'adaptation, par exemple la sécheresse et la pénurie d'eau en Europe du Sud et dans les régions méditerranéennes. Une première étape consiste à développer des mesures de lutte contre le changement climatique et à les intégrer dans les stratégies et politiques existantes. La directive-cadre sur

l'eau constitue par exemple une importante mesure de ce type, qui vise à améliorer la disponibilité des ressources en eau et à atténuer les conséquences des inondations. À ce stade, il est important que les États membres de l'UE se mettent à examiner comment intégrer la question du changement climatique dans les projets de gestion des bassins fluviaux, dès le premier cycle démarrant en 2009. Il convient également de faire le lien entre la lutte contre le changement climatique et l'aménagement du territoire. La qualité et la force de l'engagement des parties prenantes jouent en effet un rôle important dans l'acceptation et la réussite des mesures d'adaptation. Les autorités locales et sous-régionales, les entreprises et les citoyens comptent parmi ces acteurs incontournables. Plus particulièrement, les spécialistes de l'aménagement du territoire devraient travailler au sein des cadres correspondants afin de veiller à ce que le changement climatique soit bien pris en compte. Responsables de l'aménagement du territoire à de nombreux niveaux, ils peuvent en effet intégrer et assurer dans leur domaine d'action l'évaluation de la capacité d'adaptation.

Le développement et la mise en œuvre de mesures d'adaptation est une question relativement nouvelle. L'impact à grande



Le développement et la mise en œuvre de mesures d'adaptation sont une question relativement nouvelle.

échelle du changement climatique sur l'environnement naturel et humain dans tous les secteurs et dans toutes les régions n'est pas encore suffisamment pris en compte dans d'autres politiques sectorielles, comme la gestion des sols et des écosystèmes par exemple. Ces interactions doivent être mises en place pour permettre une réponse stratégique efficace et intégrée, mettant surtout l'accent sur l'amélioration des scénarios climatiques à l'échelon régional, une meilleure compréhension des bonnes pratiques par le biais des échanges, la participation du secteur public et privé et la cohérence des mesures d'adaptation avec d'autres objectifs stratégiques et politiques. Nous devons agir maintenant, ensemble, dans toute l'Europe pour faciliter l'adaptation en mettant en œuvre une approche semblable à celle utilisée pour lutter contre le changement climatique. Nos actions doivent être durables et cohérentes et s'inscrire dans le cadre des stratégies de lutte contre le réchauffement climatique. Tous les niveaux de la société sont concernés, et de nouveaux cadres sont nécessaires pour s'assurer d'associer tous les citoyens à ces efforts et à la réalisation de résultats.

Pour toute demande d'information:
information.centre@eea.europa.eu

(2) Livre vert présenté par la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Adaptation au changement climatique en Europe: les possibilités d'action de l'Union européenne [COM(2007) 354].

Développement durable: les régions unissent leurs forces

Flora Dewar et Julie Verré¹

Le réseau GRDP (*Greening Regional Development Programmes*, pour des programmes de développement régional plus verts) a mis au point des produits destinés à aider les organismes publics à intégrer pleinement les questions environnementales dans le développement local et régional.



Participants à un séminaire à Exeter, en Angleterre, en 2006.

Chaque année, les montants affectés au développement des régions d'Europe se comptent en centaines de milliards d'euros. Ces sommes représentent un énorme potentiel en termes de développement régional – un développement durable, qui protège ou améliore l'environnement. Pourtant, de nombreuses autorités ont du mal à se lancer sur cette voie.

C'est précisément pour libérer ce potentiel que le réseau GRDP (*Greening Regional Development Programmes*) a vu le jour en 2004. Les partenaires de ce réseau entendent promouvoir des programmes régionaux plus efficaces, qui garantissent des résultats durables aux populations locales.

Le partenariat GRDP a passé trois ans à développer des produits destinés à aider les organismes publics des quatre coins d'Europe à intégrer pleinement les questions

environnementales dans les programmes de développement soutenus par l'UE durant la période de programmation 2007-2013, aux côtés des objectifs économiques et sociaux plus traditionnels.

Origines du projet GRDP

Le projet GRDP, réseau paneuropéen financé par le programme communautaire Interreg IIIC, est né des discussions entre un groupe de partenaires provenant d'Italie, d'Autriche, d'Espagne, de Malte, d'Angleterre et du Pays de Galle qui ont évoqué leurs expériences. Ils ont notamment indiqué comment ils avaient intégré l'environnement dans les programmes régionaux bénéficiant du financement des Fonds structurels de l'UE.

(1) Respectivement responsable des relations extérieures et chef du projet GRDP. Agence environnementale pour l'Angleterre et le Pays de Galles, Manley House, Kestrel Way, Sowton Industrial Estate, Exeter EX2 7LQ, UK. www.envisionsw.org

Même si les règles régissant l'utilisation des Fonds structurels stipulent que l'environnement et le développement durable doivent être au cœur de tout programme de développement, de nombreuses régions ont vraiment du mal à faire de cet objectif une réalité. Et c'est précisément pour aider ces régions que le projet GRDP a vu le jour.

Ce projet a réuni trente-neuf partenaires au sein d'un partenariat très diversifié associant autorités locales, régionales et nationales, autorités environnementales, agences de développement et instituts de recherche de huit États membres de l'UE. Le projet est parti de la volonté des partenaires d'apprendre les uns des autres et d'élaborer une approche européenne commune pour intégrer l'environnement dans les programmes de développement régional.

L'intégration environnementale consiste à mettre l'environnement sur un pied d'égalité avec les questions économiques et sociales à chaque stade du développement et de la mise en œuvre d'un programme régional. Pour réaliser cet objectif, le partenariat noue des liens étroits avec des institutions et des réseaux essentiels de toute l'Union européenne, par exemple le réseau européen des autorités environnementales.

Produits du GRDP

Lors du démarrage du projet, un audit approfondi a été réalisé dans les régions partenaires en vue d'identifier les bonnes pratiques ainsi que les solutions pratiques permettant d'intégrer le thème de l'environnement dans les programmes de développement régional. Cet audit a également identifié des études de cas décrivant comment l'environnement avait été intégré avec succès dans les Fonds structurels et dans d'autres programmes de développement. C'est sur cette base que les partenaires du GRDP ont défini quatre thèmes de travail, autour desquels quatre ateliers techniques ont été organisés. Une fois ces ateliers terminés, des documents ont été publiés sur divers thèmes en rapport avec l'intégration environnementale.

En 2006, le projet GRDP a produit un guide qui a bénéficié d'un excellent accueil dans l'Union européenne. Il s'agit du manuel d'évaluation environnementale stratégique (EES) pour la politique de cohésion 2007-2013 (voir encadré 1).

Charte et boîte à outils

Les dernières publications résument les principales conclusions du GRDP. Il s'agit de la charte GRDP et de la boîte à outils baptisée *Beyond compliance: how regions can help build a sustainable Europe* (Au-delà du simple respect des réglementations: comment les régions peuvent participer à la création d'une Europe durable).

La charte GRDP s'adresse à toutes les organisations publiques européennes. Il s'agit d'un recueil concis des principaux principes régissant les principaux aspects de l'intégration environnementale dans les programmes de développement régional. Les organisations signataires s'engagent à œuvrer en faveur de programmes de développement plus durables, de travailler en partenariat et de soutenir des projets verts.

La boîte à outils du GRDP, qui contient aussi un CD-ROM d'études de cas, vise à aider les organismes du secteur public à intégrer les questions vertes et l'environnement dans le développement régional. Elle se compose d'une série de fiches, de conseils et de bonnes pratiques sur des thèmes clés pour l'intégration environnementale. Cette boîte à outils, disponible dans sept langues, contient en fait des recommandations pratiques permettant de parvenir à une plus grande efficacité et à réaliser de plus grandes économies de coûts grâce à des programmes et à des projets «plus verts». Des ateliers de diffusion ont été organisés dans toute l'Europe pour assurer un maximum de visibilité aux principaux outils de la boîte. Les thèmes développés sont, entre autres, «L'environnement, un moteur économique», «L'évaluation environnementale stratégique», «Le partenariat, un outil pour des programmes de développement régional plus verts» et «Comment développer des projets plus verts».

Manuel d'évaluation environnementale stratégique pour la politique de cohésion

Le manuel d'évaluation environnementale stratégique (EES) pour la politique de cohésion 2007-2013 (*Handbook on Strategic Environment Assessment (SEA) for Cohesion Policy 2007-2013*) fournit des informations, des ressources et des directives de procédure à tous ceux et celles qui en ont besoin pour réaliser une EES pour les documents de programmation de la politique de cohésion. Ce manuel a été posté sur le site Internet de la DG de la politique régionale avec d'autres documents d'orientation de la Commission européenne. L'objectif est d'aider tous les acteurs associés à la mise en œuvre d'actions structurelles à l'échelon européen. Cet outil peut être utilisé à grande échelle grâce à l'initiative des partenaires d'en assurer la traduction en lituanien, grec, italien, portugais et roumain. De nombreuses autorités de différents États membres ont pu ainsi utiliser la méthodologie EES du GRDP pour les nouveaux programmes opérationnels 2007-2013. En Grèce par exemple, la méthodologie a été utilisée avec succès pour réaliser trois EES dans différentes régions.

Le guide est disponible en ligne à l'adresse:

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/working/doc/sea_handbook_final_foreword.pdf



10 conseils glanés dans la boîte à outils GRDP pour des régions plus vertes

- 1) Veiller à ce que les objectifs environnementaux s'étendent à toutes les priorités et à toutes les mesures du programme et qu'ils soient pris en compte à chacune des phases du programme.
- 2) Reconnaître que les projets verts peuvent permettre de réaliser des économies et créer des opportunités économiques et sociales, tout en stimulant l'innovation.
- 3) Envisager d'adopter une approche plus durable pour vos programmes de développement agricole et rural.
- 4) Envisager d'adopter une approche de gestion urbaine intégrée pour nos villes et reconnaître que la régénération environnementale est un moteur d'une économie locale durable.
- 5) Reconnaître que l'EES renforce la planification du développement régional et permet une approche plus durable en matière de développement.
- 6) Soutenir le travail en partenariat dans l'élaboration des politiques, la conception des programmes et la mise en œuvre des projets comme un outil essentiel pour le succès d'un programme.
- 7) Promouvoir la participation des partenaires environnementaux, y compris les autorités environnementales, les ONG, etc.
- 8) Reconnaître l'importance des réseaux dans le renforcement de la capacité des institutions à développer des stratégies, des politiques, des plans et des programmes à l'échelon européen, national et multirégional.
- 9) Œuvrer pour l'intégration des aspects environnementaux dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de tous les projets.
- 10) Promouvoir et diffuser à grande échelle des informations sur des projets réussis afin d'encourager la motivation et de renforcer l'engagement des candidats et bénéficiaires de projets futurs.



Les avantages de la coopération interrégionale

Le projet Interreg IIC doit sa réussite à la solidité du partenariat européen et au soutien spécial assuré par l'équipe internationale du projet, basée à Exeter, à l'Agence environnementale pour l'Angleterre et le Pays de Galles. Grâce à l'éventail et au nombre de partenaires, le projet a pu bénéficier des meilleures pratiques à l'échelon européen, et les partenaires ont eu l'occasion d'examiner des problèmes et thèmes communs. Cette représentativité a aussi donné du poids aux messages politiques. Le partenariat a pu ainsi exercer une influence à un échelon stratégique et promouvoir une plus grande sensibilisation à la nécessité d'intégrer les questions environnementales dans les programmes.

Les produits et activités du projet ont aidé certains partenaires à gagner en crédibilité et à voir leur travail dans le domaine du développement régional vert reconnu.

Grâce à la disponibilité précoce des documents et du réseau du GRDP, les partenaires et les autorités sont en mesure d'influencer les programmes de développement régional à un moment où l'environnement bénéficie d'une attention accrue, en particulier en raison du débat sur le réchauffement climatique.

Pour en savoir plus et pour télécharger le manuel, la boîte à outils et les études de cas du GRDP:

www.grdp.org

ROYAUME-UNI

Énergie renouvelable à l'échelon d'une communauté dans la vallée de Dyfi, au Pays de Galles



Coût total: 675 000 €

Contribution communautaire: 227 000 €

«À une époque caractérisée par une résistance accrue aux grands parcs éoliens commerciaux au Pays de Galles, ce projet entend aider la population locale à mettre elle-même au point une série de petits projets d'énergies renouvelables. L'objectif était d'améliorer ainsi la compréhension et le soutien aux énergies renouvelables, en maximisant les avantages à l'échelon local. Avec le soutien du Conseil du Comté de Powys, du Welsh Assembly Government et de Dulas Ltd, seize projets ont bénéficié de subventions ainsi que de temps dans le cadre du développement d'entreprise. L'un d'eux concernait l'installation hydraulique de 100 kW par un paysan des montagnes. La coopérative Bro Dyfi Community Renewables a été mise en place. À la première turbine éolienne (75 kW) est venue s'ajouter une seconde (500 kW). L'organe de gestion "ecodyfi" est devenu une entreprise sociale au service de la régénération communautaire durable dans la vallée de Dyfi.»

Andy Rowland, directeur / Trefnydd, ecodyfi
andy.rowland@ecodyfi.org.uk
www.ecodyfi.org.uk

GRÈCE

Exploitation du champ géothermique dans la baie de Thessalonique



Coût total: 75 600 €

Contribution communautaire: 37 800 €

«La région située à l'est de la ville de Thessalonique est connue depuis l'époque gréco-romaine pour la richesse de son potentiel géothermique. Toutefois, à l'époque moderne, cette énergie n'a jamais été vraiment exploitée. C'est dans le cadre du projet SEIPLED qu'est née l'idée d'utiliser le champ géothermique comme outil au service du développement économique local. L'énergie géothermique a ainsi été utilisée avec succès pour le chauffage de bâtiments publics, le chauffage des sols pour les cultures ouvertes et sous serre et le chauffage d'établissements thermaux de loisirs. Dans le cadre d'un projet pilote, une piscine olympique de la municipalité de Thermaï a pu être chauffée à l'énergie géothermique. Ce projet pilote permettra d'économiser 200 tep/an et de réduire les émissions de CO₂ de 420 tonnes/an tout en générant des possibilités d'emploi et de loisirs au bénéfice de la communauté locale.»

Kostas Konstantinou,
 Directeur technique de l'Agence régionale de l'énergie de Macédoine centrale (REACM) ANATOLIKI S.A.
reacm@anatoliki.gr

AUTRICHE

«Energievision Murau»: 100% d'énergie issue de sources renouvelables d'ici à 2015



Coût total: 200 000 €

Contribution communautaire: 100 000 €

«En Styrie, le projet "Energievision Murau" repose sur une approche base-sommet associant tous les acteurs régionaux du secteur de l'énergie, y compris les consommateurs. Des conférences régionales sur l'énergie, ouvertes à tous, ont été organisées pendant toute la durée du projet. Les participants sont issus de tous les secteurs de la société (responsables de la planification, installateurs, PME, fournisseurs et distributeurs d'énergie, techniciens forestiers et agriculteurs, municipalités et autres autorités publiques, etc.). Tous travaillent à la réalisation d'objectifs communs et à la mise en place d'une stratégie et de projets. Des actions pilotes et des projets d'investissement ont été planifiés au sein de plusieurs des groupes de travail thématique (biomasse, énergie solaire, électricité verte et efficacité énergétique par exemple). Depuis 2002, la part des énergies renouvelables dans le secteur du chauffage est ainsi passée de 47% à 56%, tandis que la production d'électricité verte couvre 120% des besoins de la province. Le projet a par ailleurs permis la création de nombreux emplois et généré des revenus supplémentaires dans le secteur.»

Josef Bärnthaler,
 Energieagentur Judenburg-Knittelfeld-Murau
josef.baerenthaler@eao.st

URBACT

SUDEST – Sustainable Development of Sea Towns – Développement durable des villes maritimes



Coût total: 296 000 €

Contribution communautaire: 50 000 €

«Entre octobre 2005 et juillet 2007, le partenariat transnational SUDEST s'est employé à identifier de bonnes pratiques pour le développement durable des villes maritimes. Le projet s'est appuyé sur la participation d'un large éventail d'acteurs, qui ont examiné les différentes facettes de la question en s'intéressant aussi bien à la gestion des ports qu'au développement des zones portuaires et avoisinantes. Outre la ville de Naples, chef de file du projet, SUDEST a travaillé en partenariat avec quatre villes de l'UE et deux villes de pays tiers, une autorité portuaire, une société spécialisée dans la régénération urbaine et quatre universités. L'intérêt du rapport final du projet réside, outre le résumé proposé, dans le fait qu'il s'agit d'un instrument utile pour aider les villes maritimes à identifier des solutions appropriées pour promouvoir leur développement durable.»

Gaetano Mollura, coordinateur de l'Unité de projet du programme URBACT, Commune de Naples, Italie
urban@comune.napoli.it
www.urbact.eu/sudest

Programme opérationnel polonais «Infrastructure et environnement 2007-2013»

Améliorer l'attrait de la Pologne et de ses régions



Jaroslaw Orlinski, directeur adjoint, département de coordination
des programmes d'infrastructures, ministère du développement régional, Pologne

Le Programme opérationnel polonais 2007-2013 «Environnement et infrastructures» est l'instrument le plus ambitieux de la politique de cohésion de l'Union européenne. Il absorbe une part considérable des fonds de cohésion octroyés à la Pologne (plus de 22 milliards d'euros) et bénéficie en plus aussi d'une contribution non négligeable du FEDER (5,7 milliards d'euros).

Plus de 66% des ressources du programme opérationnel (PO) ont été affectées à la réalisation des objectifs de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. La plus grande partie des quelque 33% restants est destinée aux mesures en faveur de l'environnement. Fort d'une telle concentration de ressources, le PO polonais devrait vraisemblablement avoir un impact significatif non seulement en Pologne mais aussi dans l'ensemble de l'Europe.

Le programme opérationnel entend financer les investissements d'infrastructures dans les six secteurs suivants: l'environnement, les transports, l'énergie, l'enseignement supérieur, la culture et la santé. Ce programme s'est fixé pour objectif principal de «rendre les investissements plus attrayants en Pologne et dans ses régions en développant des infrastructures technologiques tout en assurant la protection et l'amélioration de l'environnement, de la santé et du patrimoine culturel et le développement de la cohésion territoriale».

Malgré sa portée, le programme n'en demeure pas moins ciblé. En effet, toutes les priorités sont assorties d'objectifs clairement définis et elles se concentrent sur des activités affichant la plus haute valeur ajoutée. Ces activités sont par ailleurs complémentaires car elles partagent un objectif économique commun, qui est de rendre plus attrayants les investissements. L'existence d'un objectif commun exige toutefois une approche globale car le développement des seules infrastructures de transport ne suffit pas à atteindre les objectifs du PO si les efforts de développement ne portent pas en même temps

sur les infrastructures environnementales et l'approvisionnement énergétique. Pour une croissance économique durable, les aspects environnementaux doivent figurer d'emblée dans les objectifs horizontaux du PO.

Comme l'indique la partie stratégique du programme opérationnel 2007-2013 «Environnement et infrastructures», le principe du développement durable sera mis en œuvre directement, par le biais d'un soutien aux investissements, et indirectement, au travers de la protection environnementale:

- les initiatives en rapport direct avec l'environnement incluront les projets ayant pour thème la gestion des déchets solides et des eaux usées et la réhabilitation des décharges; l'amélioration de la sûreté écologique; l'ajustement des entreprises polonaises aux exigences de la protection environnementale et l'offre d'incitants financiers pour les mesures allant au-delà de ces exigences; la conservation de la biodiversité et des zones protégées; le développement d'attitudes sociales contribuant à la protection environnementale, etc.
- les initiatives indirectement liées à la protection de l'environnement incluront des activités et des projets de soutien aux moyens de transport écologiques, à savoir le transport ferroviaire, le transport maritime, le transport urbain en zone métropolitaine, le développement du transport multimode, les voies navigables intérieures et les systèmes de transport intelligent. Un axe prioritaire spécifique, entièrement consacré au transport écologique, a bénéficié d'une enveloppe de 7,6 milliards d'euros, au titre du Fonds de cohésion. En ce qui concerne le secteur énergétique, des projets visant à améliorer et à réduire la consommation d'énergie et à exploiter les sources d'énergie renouvelables sont également prévus.

Dans le même temps, la consommation raisonnable d'énergie, l'efficacité énergétique, l'énergie issue de sources renouvelables, la diminution d'activités et les activités de compensation, ainsi que d'autres facteurs comme la promotion des solutions à faible émission de carbone seront pris en compte selon un



Installation de pompes pour puits profond dans la nouvelle usine de filtration des eaux à Dodrzyca, Pologne.

axe horizontal dans la préparation, l'évaluation et la mise en œuvre du projet autour de ses différents axes prioritaires.

Le programme opérationnel 2007-2013 «Environnement et infrastructures» contribuera à la mise en œuvre des objectifs spécifiés dans les politiques communautaires, ainsi que des stratégies et politiques nationales axées sur la protection environnementale en Pologne. Tout au long de la mise en œuvre du PO, certaines avancées seront réalisées pour respecter le «principe de découplage», c'est-à-dire rendre les niveaux d'émission ou la demande d'énergie indépendante du développement économique.

Le programme permettra par ailleurs à la Pologne de poursuivre les objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre fixés par l'Union européenne en 2007. La Pologne a choisi pour cela de soutenir des activités visant à améliorer l'efficacité du secteur énergétique en promouvant les énergies renouvelables, en investissant dans des systèmes de transport durables et, si nécessaire, en examinant l'influence de certaines activités sur la réduction de ces émissions.

Pour en savoir plus:

<http://www.pois.gov.pl>

L'est de l'Angleterre au premier plan des efforts de développement durable et des énergies renouvelables

Clairement sur la voie d'une économie à faible émission de carbone

L'est de l'Angleterre est l'une des rares régions européennes qui réalisera très vraisemblablement les ambitieux nouveaux objectifs européens en matière de réduction des émissions carbonées fixés par la Commission européenne. Des objectifs décrits dans le récent train de mesures de la CE pour lutter contre le changement climatique et promouvoir les énergies renouvelables. C'est aussi la seule région de l'UE dotée d'un programme axé sur la réduction des émissions de carbone «sur mesure», bénéficiant d'une enveloppe de 110 millions d'euros au titre du FEDER. Ce programme doit l'aider à réduire ses émissions de CO₂ tout en relançant la croissance économique.



La commissaire Danuta Hübner en visite dans le chantier de construction de OrbisEnergy, en janvier 2008.

«Il s'agit d'une initiative phare», a déclaré Richard Ellis, président de l'EEDA, l'agence de développement pour l'est de l'Angleterre, devant un groupe de visiteurs, parmi lesquels la commissaire Danuta Hübner. Une petite réunion organisée en janvier dernier, durant laquelle Richard Ellis a fait faire à ses visiteurs le tour du chantier OrbisEnergy. Ce projet a bénéficié d'une aide de 3,6 millions d'euros du programme FEDER au titre de l'Objectif 2. Idéalement situé au Ness Point, à Lowestoft, le point le plus à l'est du Royaume-Uni, OrbisEnergy est appelé à devenir le centre nodal pour l'énergie éolienne, marémotrice et houlomotrice pour tout l'est de l'Angleterre. Monté sur pilotis à 30 mètres du rivage, ce bâtiment de cinq étages offre une vue sans pareille sur la mer. Pour se prémunir contre les conditions climatiques parfois extrêmes, OrbisEnergy a été équipé d'un revêtement imperméable et pare-pluie et a aussi été conçu de façon à protéger ses occupants de la forte luminosité solaire propre aux régions côtières. Le chauffage héliothermique réduit pendant toute l'année les écarts de température et fait de ce bâtiment en béton un ensemble énergétiquement efficace, qui autorégule sa consommation d'énergie.

L'énergie est produite par une chaudière à biomasse alimentée par des copeaux de bois de la région. Lors de l'inauguration d'OrbisEnergy en été 2008, il offrira un espace bureau flexible, une salle de réunion et des salles de conférence pouvant accueillir plus de trente petites et moyennes entreprises du secteur en plein essor de l'énergie. «OrbisEnergy deviendra un catalyseur du développement et jouera un rôle déterminant en participant à la régénération des régions de Lowestoft et de Great Yarmouth», explique Lisa Davidson, responsable de la communication chez EEDA.

Le Royaume-Uni, champion des énergies renouvelables

L'est de l'Angleterre occupe une position essentielle sur le marché britannique des éoliennes en mer. Cette région se situe entre deux vastes zones de développement pour les éoliennes maritimes: le Greater Wash et l'estuaire de la Tamise. Ce parc éolien en mer devrait produire plus de 6 GW au cours des huit années à venir. Les ports de Lowestoft et de Great Yarmouth sont au cœur de ces développements. Ces deux ports avaient déjà été mis à contribution au moment



Installation d'une éolienne offshore.

de la construction du parc éolien en mer de Scroby Sands, un des premiers parcs commerciaux en mer du Royaume-Uni. Scroby Sands génère aujourd'hui suffisamment d'énergie pour approvisionner plus de 36 000 ménages, permettant ainsi d'économiser plus de 65 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone.

Cette région peut aussi être considérée comme la « capitale du gaz » du Royaume-Uni. Cela fait en effet 40 ans que Lowestoft et Great Yarmouth exploitent les gisements de gaz du sud de la mer du Nord.

« Les compétences et les connaissances issues de l'industrie du gaz sont directement transférables au secteur de l'énergie éolienne en mer. Plusieurs entreprises régionales actives dans le secteur des gisements de pétrole et de gaz en mer ont ainsi réussi à se diversifier dans l'énergie éolienne en mer », explique Richard Ellis, président de l'EEDA.

Cette région, qui peut se prévaloir de générer les plus importantes quantités d'électricité à partir de sources renouvelables en Angleterre, s'est engagée à fournir 14% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2010. Le plan provisoire pour l'est de l'Angleterre fixe l'objectif régional de 44% d'énergies renouvelables d'ici à 2020, un pourcentage qui dépasse largement les objectifs nationaux. Sur les 371 MW d'énergie que les projets d'énergie éolienne en mer devraient produire dans la région d'ici à 2010, 288 MW sont déjà générés ou approuvés.

S'agissant des perspectives futures, un quart des besoins du Royaume-Uni en électricité pourrait être couvert, selon les estimations, par l'énergie marémotrice et houlomotrice, dont le développement en est encore à l'état embryonnaire. La région de l'est de l'Angleterre investit dans la recherche et le développement plus que toute autre région du Royaume-Uni et plus que la plupart des autres régions européennes. Elle est dès lors en mesure d'offrir des services de soutien appropriés pour le secteur émergent des énergies renouvelables issues de la mer.



Trois questions à David Morrall

Directeur international
et pour l'Europe à l'EEDA
(Agence de développement
de l'est de l'Angleterre)

- **David Morrall, la plupart des régions de l'UE n'ont pas mis un tel accent sur la réduction des émissions de carbone. Qu'est-ce qui a donc motivé l'est de l'Angleterre à prendre le problème des émissions à bras le corps ?**

Les arguments économiques en faveur de cet effort ne font absolument aucun doute. La région peut s'appuyer sur un tissu économique en très bonne santé et en plein essor, qui met l'accent sur le développement des énergies renouvelables et des technologies environnementales. Ces entreprises ouvrent la voie dans le domaine du développement des nouvelles technologies. Il est important de s'appuyer sur cette expertise et de la développer afin d'en faire un atout pour l'économie régionale. En outre, l'est de l'Angleterre est pratiquement situé à hauteur du niveau de la mer, ce qui le rend particulièrement vulnérable aux conséquences du réchauffement climatique. Il est donc absolument essentiel de gérer notre croissance économique d'une manière durable sur le long terme.

- **Vous avez été directeur, pour l'Europe, de GO-East, l'autorité de gestion du programme de l'Objectif 2 pour l'est de l'Angleterre en 2000-2006. Vous travaillez à présent à l'EEDA sur le nouveau programme « Compétitivité » 2007-2013. Quels sont, selon vous, les liens entre les deux programmes en termes d'économie à faible émission ?**

Ce programme de l'Objectif 2 remonte à 1999, et, depuis, le climat a évolué, dans tous les sens du terme. Manifestement, si nous avions proposé, à l'époque, un programme axé sur la réduction des émissions de carbone, je suis sûr qu'il aurait reçu un accueil quelque peu mitigé. Cela dit, dans l'est de l'Angleterre, nous sommes conscients depuis un certain temps déjà de l'importance de cette priorité. C'est ce qui explique d'ailleurs notre investissement, par le biais du programme de l'Objectif 2, dans des projets comme OrbisEnergy ainsi que notre réel engagement en faveur du développement durable, dont nous avons fait un thème transversal du programme. C'est donc sur de solides bases que nous démarrons notre nouveau programme 2007-2013 « Compétitivité » du FEDER, axé sur la réduction des émissions. Un programme qui est d'ailleurs tout à fait en phase avec l'engagement plus général de Lisbonne, à la base de la nouvelle période de programmation.

- **Situé à un jet de pierre de Londres, l'est de l'Angleterre est une région dynamique qui devrait connaître un réel essor d'ici à 2021. Comment concilier cette croissance soutenue et les objectifs fixés pour l'économie à faible émission ?**

Les deux vont de pair. Une croissance soutenue s'accompagne de défis particuliers mais aussi d'opportunités économiques. Tout au long du nouveau programme, nous tenons absolument à assurer une croissance durable, mais aussi, dans le même temps, à maximiser les opportunités économiques. Nous voulons aussi jouer un rôle déterminant dans l'élaboration des politiques dans le cadre de ce programme, et je suis dès lors résolu à tout faire pour partager avec d'autres régions et partenaires d'Europe notre expertise et nos expériences issues de ce nouveau programme.

Parvenir à un consensus

L'est de l'Angleterre, fort d'une économie florissante due en partie à ses liens étroits avec Londres, compte 5,5 millions d'habitants. Sa croissance économique devrait être encore plus soutenue d'ici à 2021. Une croissance qui s'accompagnera de la création de 500 000 nouveaux logements et de 450 000 nouveaux emplois, tandis que le nombre d'habitants passera à six millions. Sur le plan géographique, l'est de l'Angleterre est particulièrement vulnérable au changement climatique en raison de son altitude très proche du niveau de la mer, de précipitations annuelles relativement faibles et de la longueur de ses côtes. La croissance économique doit donc être assurée en tenant compte de l'empreinte carbonée de la région. Soutenir une économie de faible émission nous aidera à assurer une croissance désirable, durable et essentielle pour la période 2007-2013 et au-delà.

Du 3 septembre au 26 novembre 2007, le projet de stratégie économique régionale a fait l'objet d'une vaste consultation. L'EEDA a reçu plus de 200 réponses officielles écrites. Environ 270 personnes, représentant environ 180 organisations, ont assisté à des ateliers. Dans le cadre de cette consultation, 80 réunions ont été organisées avec des groupes locaux et régionaux de partenaires ainsi qu'avec des agences. Le retour d'information a été recueilli et consigné par l'EEDA durant ces douze semaines de consultation.

Commentant cette évolution, Richard Ellis déclare: «*Dans les quelques mois à venir, nous souhaitons tenir compte de l'impact des nouvelles données et de l'analyse, notamment le travail complémentaire étudiant les implications des différents niveaux de croissance économique sur l'environnement et sur le coût du logement. C'est un défi à la fois immense et passionnant de mettre au point, avec nos partenaires, un plan visant à améliorer la productivité de la région et à contribuer à la lutte contre le changement climatique, tout en veillant à ce que les entreprises puissent saisir les opportunités offertes par une économie à faible émission.*» Toutes les réponses reçues dans le cadre de la consultation sont à présent analysées, et la stratégie économique régionale définitive devrait être publiée l'été prochain. À la lumière de la stratégie britannique de développement durable¹ ainsi que des dernières propositions européennes en matière de réduction des émissions de carbone ou encore des compétences disponibles dans la

Échanges entre projets de durabilité dans la mer du Nord

Entre 2000 et 2007, la région de l'est de l'Angleterre a participé à deux projets de coopération dans le cadre d'Interreg IIIB. Il s'agit de projets menés en partenariat avec d'autres régions de la mer du Nord, dans le domaine du développement durable.

POWER (*Pushing Offshore Wind Energy Regions*, développer prioritairement les régions misant sur l'éolien en mer) a mis en place un réseau de compétences pour la mer du Nord dans le domaine de l'énergie éolienne en mer. Ce réseau rassemble des organisations issues de grandes régions productrices d'énergie éolienne en mer. Dans le cadre de POWER, le Conseil du Comté de Suffolk et des partenaires de l'est de l'Angleterre ont mis leurs forces en commun avec des organisations d'Allemagne, des Pays-Bas et de Flandre. Le projet s'est bâti une excellente réputation et a été présenté lors de nombreux séminaires et conférences au niveau régional, national et européen. Parmi les succès à épinglez pour l'est de l'Angleterre, retenons la mise en place d'un solide réseau international du secteur éolien en mer, une série d'événements très réussis de mise en réseaux d'entreprises internationales, la publication d'études sur la chaîne d'approvisionnement pour l'énergie éolienne en mer et l'organisation d'un cours sur l'énergie éolienne en mer au Lowestoft College.

SmartLIFE (*Smart Lifestyle Innovations for our Environment*, innovations intelligentes du style de vie pour notre environnement) est un projet pilote international ayant pour chef de file le Conseil du Comté de Cambridgeshire. Il a été réalisé en partenariat avec le département de l'environnement de la ville de Malmö en Suède et TuTech Innovation GmbH à Hambourg, en Allemagne. SmartLIFE a mis principalement l'accent sur la pénurie de compétences et de capacités dans le secteur du bâtiment afin d'assurer la construction de nouveaux logements à la fois abordables et durables sur le plan de l'environnement. Le projet a créé une série de cours de formation et de qualifications. Environ 2 500 stagiaires sont passés par les centres de formation mis en place par l'intermédiaire du projet. SmartLIFE a reçu plusieurs prix environnementaux et a été présélectionné pour les RegioStars 2008.



L'Innovation and Business Base à Luton.

(1) Au titre du protocole de Kyoto, le Royaume-Uni est tenu de réaliser l'objectif international d'une réduction de 12,5% des émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012. Ce premier objectif est complété par deux autres objectifs ambitieux: réduire les émissions de dioxyde de carbone de 20% d'ici à 2010 et d'environ 60% d'ici à 2015, par rapport aux niveaux de 1990.



Camgrain, une entreprise de stockage de grains appartenant à un agriculteur, réduira bientôt ses émissions de carbone à raison de 1 000 tonnes par an.

région pour soutenir les développements dans ce domaine, l'objectif consistant à mettre en place une économie à faible émission dans la région bénéficie d'un large soutien.

Cluster environnemental à Peterborough

Peterborough (160 000 habitants) ambitionne de devenir la «capitale environnementale» du Royaume-Uni. La ville abrite environ 300 entreprises actives dans le secteur de l'environnement ainsi qu'un certain nombre d'organisations environnementales, parmi lesquelles le Centre britannique de développement économique et environnemental (UK Centre for Economic and Environmental Development). Une telle concentration d'entreprises et d'organisations a facilité la création d'un cluster environnemental qui a lui-même contribué à la réalisation de nouvelles avancées dans le domaine. Les membres du cluster viennent des horizons les plus divers: agences du secteur public chargées de conseiller le gouvernement, entreprises activement engagées dans le recyclage des déchets, entreprises développant et utilisant des technologies de pointe et sociétés de conseil vendant leur expertise aux quatre coins du monde.

Le cluster emploie plus de 4 500 personnes et réalise plus de 5% du PIB de la ville. À l'instar d'une incubatrice, un centre d'innovation, ouvert récemment, soutiendra de nouvelles entreprises dans le domaine de l'environnement. Un «district vert» sera aménagé près de la station de chemin de fer. Il inclura un complexe de bureaux de 25 000 m² à faible émission carbonée et un magasin de détail écologique. À Peterborough, ainsi que dans des villes comme Lowestoft, où est implanté le centre «OrbisEnergy» ou à Luton, avec son «Innovation and Business Base», les nouvelles infrastructures soutenues par le FEDER jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des zones où elles sont situées. Le lien inhérent entre la création d'infrastructures et la régénération urbaine est un autre aspect important de la stratégie régionale de développement durable. «À de nombreux égards, l'est de l'Angleterre fait œuvre de pionnier comme en témoignent les avancées réalisées en vue de développer la prospérité de la région en tant qu'économie à faible émission de carbone», conclut David Morrall.

Pour en savoir plus:
<http://www.eeda.org.uk/>

FEDER Compétitivité – Programme 2007-2013 dans l'est de l'Angleterre

La région de l'est de l'Angleterre, qui comprend les comtés du Bedfordshire, du Cambridgeshire, de l'Essex, de l'Hertfordshire, du Norfolk et du Suffolk, a bénéficié d'une enveloppe d'environ 110 millions d'euros au titre de l'objectif «compétitivité et emploi» de l'UE. Le nouveau programme «Compétitivité» du FEDER pour l'est de l'Angleterre abandonne les priorités en rapport à l'ancien programme au titre de l'Objectif 2 (2000-2006), qui était axé sur la restructuration économique, pour rediriger les fonds du FEDER sur les opportunités de développement durable dans toute la région.

Le programme poursuit les objectifs suivants:

- améliorer l'économie de la connaissance de façon à créer un plus grand nombre d'emplois de qualité dans le contexte de perspectives de croissance sans précédent;
- encourager l'innovation, l'esprit d'entreprise et le développement de l'économie de la connaissance grâce à la recherche et à l'innovation, y compris à l'aide des nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- créer un plus grand nombre d'emplois de qualité en améliorant l'insertion professionnelle et la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises et en renforçant les investissements dans le capital humain;
- respecter le programme pour la croissance en tenant compte de la nécessité de stabiliser et de réduire l'empreinte carbone.

Priorités

Conformément au thème général, le programme s'articule autour de trois axes opérationnels prioritaires:

1) Promouvoir l'innovation et le transfert de connaissances en vue d'améliorer la productivité (37,3 millions d'euros)

- a) encourager la commercialisation, grâce à la solide base de recherche de la région, les technologies «propres» afin d'améliorer l'efficacité et la productivité; b) promouvoir l'utilisation des technologies de l'information susceptibles de soutenir l'innovation et la productivité; c) encourager les entreprises à s'associer aux instituts de l'enseignement supérieur en vue du transfert de connaissances.

2) Promouvoir l'esprit d'entreprise et soutenir les entreprises prospères en éliminant les obstacles à la création et au développement d'entreprise (26,6 millions d'euros)

- a) améliorer l'accès des entreprises au financement, notamment des entreprises à faible émission; b) soutenir le développement d'entreprises sociales, notamment celles de faible émission; c) promouvoir la création de nouvelles entreprises, notamment par les groupes sous-représentés, par exemple les femmes, les minorités ethniques et les communautés immigrées; d) soutenir les entreprises à forte croissance; e) développer des technologies non polluantes et des zones d'énergies renouvelables; f) encourager les pratiques opérationnelles et de gestion des entreprises déterminées à réduire leur empreinte carbone.

3) Assurer le développement, la production et la consommation durable (42,6 millions d'euros)

- a) dans les zones urbaines et rurales, soutenir le développement local de l'emploi et d'entreprises de manière à obtenir une production à faible émission; b) soutenir l'approche «faible émission» dans le domaine de la construction et du développement physique; c) promouvoir une utilisation efficace des ressources et minimiser les déchets.

Contact: df@eeda.org.uk

«Pour que El Hierro soit durable» – projet novateur visant à assurer l'autosuffisance énergétique dans les Îles Canaries



Juan Ruiz Alzola, Directeur de l'Institut technologique des Îles Canaries (ITC)

À l'instar des autres îles des Canaries, El Hierro dépend entièrement des sources extérieures pour son approvisionnement énergétique. Son électricité est produite par des centrales électriques alimentées par des combustibles fossiles polluants. Même si l'île recèle d'abondantes ressources éoliennes, l'exploitation de ce formidable potentiel pour approvisionner l'île se révèle une tâche difficile.

Des obstacles techniques considérables doivent en effet être levés avant de pouvoir introduire les énergies renouvelables à grande échelle. Une alternative consiste à coupler des centrales éoliennes et des minicentrales hydroélectriques. L'eau est pompée entre deux réservoirs situés à des hauteurs différentes à l'aide de l'énergie éolienne. Pour satisfaire à une demande en électricité, l'eau tombant du réservoir supérieur actionne les turbines de l'usine hydroélectrique.

El Hierro est une île de petite superficie (278 km²) à la topographie très contrastée. Les besoins en énergie de ses 10 500 habitants sont couverts par une centrale électrique 12 MW alimentée au diesel. En raison de sa superficie, de son relief, de sa consommation d'énergie et de son formidable potentiel éolien, l'île s'avère un site idéal pour l'installation d'un système hydroéolien pour la génération d'électricité. Dans le système proposé pour El Hierro, un parc éolien générera l'électricité, laquelle viendra alimenter le réseau de l'île pour couvrir une partie des besoins de la population. En cas de production excessive d'électricité éolienne, au lieu de rejoindre le réseau, l'énergie excédentaire sera utilisée pour pomper l'eau entre les deux réservoirs. Par contre, si la vitesse du vent n'est pas assez élevée, l'eau accumulée sera libérée, actionnant, dans sa chute, plusieurs turbines qui généreront l'électricité nécessaire. La centrale hydroéolienne convertit une source d'énergie intermittente en énergie électrique contrôlée et constante. Ce processus maximalise l'utilisation de l'énergie éolienne tout en minimisant la consommation de combustibles fossiles.

Récemment, le Conseil d'El Hierro, la compagnie d'électricité UNELCO-ENDESA et le gouvernement des Îles Canaries ont, via ITC, créé l'entreprise «Gorona del Viento El Hierro» qui sera chargée de la création et de la gestion de l'usine hydroéolienne. Actuellement, ITC et UNELCO-ENDESA collaborent sur des projets d'ingénierie visant à construire et à gérer la centrale. Ce projet constitue un défi technologique majeur,

en ce sens qu'il s'agit d'une première mondiale. La participation de l'IDEA, l'institut pour la diversification et l'économie d'énergie, apporte une valeur ajoutée supplémentaire au projet et aidera à faire de ce projet une réalité dans un avenir proche.

Cette centrale électrique éolienne (coût estimé à 54 millions d'euros) générera un total de 10 MW d'électricité, permettant de réduire la consommation annuelle de pétrole de 6 000 tonnes tout en évitant le transfert par pétroliers. Ce projet permettra en outre de réduire les émissions de CO₂ dans l'atmosphère à raison de 20 000 tonnes par an.

Le projet intitulé «El Hierro: 100% d'énergies renouvelables» est cofinancé par le Fonds européen de développement régional et coordonné par l'ITC. Il bénéficiera également de la participation du Conseil d'El Hierro et de cinq autres institutions européennes. Une étude sera réalisée sur les stratégies à mettre en place pour assurer l'indépendance énergétique totale de l'île ainsi que pour évaluer la possibilité de transférer ce projet ambitieux vers d'autres îles d'Europe et d'autres régions du monde. Parmi les stratégies évoquées, retenons la sensibilisation aux questions d'économie d'énergie et à un plus grand recours aux autres sources d'énergies renouvelables (comme l'énergie héliothermique et photovoltaïque) ou l'utilisation de différents types de biomasse et de déchets organiques produits sur l'île. Ce projet axé sur les énergies renouvelables fera de l'île d'El Hierro un leader mondial en termes de durabilité et d'autonomie énergétique basée sur des sources d'énergies non polluantes et renouvelables. Le projet contribuera ainsi aux efforts de développement économique et social, d'une manière compatible avec la protection de l'environnement.

Pour plus d'informations:

itc@itccanarias.org



Vue d'ensemble.

Interreg IIIA ESPAGNE/PORTUGAL

Soutien au secteur du liège



Coût total: 2 106 435 €
Contribution communautaire: 1 579 827 €

«Le liège est une ressource clé pour l'équilibre environnemental et territorial des sierras de San Mamede et San Pedro, une région de 8 500 km² située dans le sud-est de la péninsule Ibérique, voisine des régions d'Alentejo et d'Estrémadure. Dans cette région, plus de 120 petites entreprises risquent de disparaître si leur marché traditionnel – la fabrication de bouchons pour le vin – leur échappait. Pour parer à cette menace, le projet de coopération transnationale «Corchiça» s'est attelé à mieux comprendre le secteur, la région et le marché. Des actions promotionnelles ont par ailleurs été lancées tandis que la coopération entre producteurs était soutenue et que le secteur bénéficiait d'une aide technique en gestion. Cette approche a culminé avec l'élaboration d'un plan stratégique et la création d'un «cluster du liège» en Estrémadure en 2008.»

Fatima Cano, Responsable de projet, ASECOR
fcano@asecor.com

Interreg IIIA Irlande/Irlande du Nord

«Vital signs»: sensibilisation des écoliers à l'environnement



Coût total: 532 140 €
Contribution communautaire: 399 105 €

«Vital Signs est un projet de coopération mené en 2005-2006. Il a mis au point des logiciels pour la technologie PDA et une base de données GIS en ligne contenant des données météorologiques, sur la qualité de l'eau, sur les caractéristiques de courants et les habitats dans les bassins de Blackwater, Foyle et de Melvin, situés le long de la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Chaque mois, les écoliers réalisent des mesures à proximité de leur école, et les données sont ensuite téléchargées vers la base de données en ligne. Les enfants ont eu la possibilité de comparer leurs données avec celles d'autres écoles au sein de leur bassin hydrologique. Des visites de terrain communes ont favorisé la création de liens entre communautés et une plus grande appropriation des ressources locales. Le projet a encouragé une plus grande sensibilisation des enfants aux questions environnementales et introduit de nouvelles technologies dans des écoles et des communautés des régions rurales.»

Gretta McCarron, Responsable de projet
blackwatervitalsigns@yahoo.ie
www.vitalsignsireland.org

Interreg IIIC Est

Conversion d'une décharge désaffectée



Coût total: 4 500 000 €
Contribution communautaire: 3 240 000 €

«Le projet de coopération IUWMM (*Integrated Urban Waste Management Model*, modèle intégré de gestion des déchets urbains) a été mené avec la participation de quatorze autorités régionales et locales qui ont échangé de bonnes pratiques dans le domaine de la gestion des déchets. Une des études de cas concernait une ancienne décharge désaffectée, située au sud de la ville de Leipzig (500 000 habitants). Dans le passé, environ 3,8 millions de m³ de déchets y étaient entreposés. La décharge a été fermée car elle ne respectait pas la réglementation environnementale européenne, en particulier en ce qui concerne la protection des nappes phréatiques et les émissions de gaz de décharge. Dans un premier temps, les partenaires du projet ont identifié les risques pour l'environnement. Ensuite, la décharge a été reconvertie, les efforts visant à minimiser la quantité de fuites. La décharge a été réaménagée en zone récréative. Les gaz de décharge et l'énergie solaire ont assuré la production d'énergie. Par la suite, la décharge a été recouverte hermétiquement sur 26 hectares, avant d'être cultivée.»

Frank Richter, Stadtreinigung Leipzig,
 Eigenbetrieb der Stadt Leipzig
FRichter@SRLeipzig.de

Interreg IIIB Mer baltique

Adaptation au changement climatique dans la région de la mer Baltique



Coût total: 2 246 822 €
Contribution communautaire: 1 399 616 €

«L'adaptation au changement climatique joue un rôle fondamental dans le développement territorial durable. Ce projet nommé ASTRA (*Towards climate change adaptation in the Baltic Sea Region*, vers l'adaptation au changement climatique dans la région de la mer Baltique) a fait suite au projet SEAREG. Ces deux projets d'adaptation au changement climatique pan-baltiques avaient été mis en œuvre sous la direction de Geological Survey of Finland en coopération avec plusieurs autorités locales et régionales et instituts de recherche. La fructueuse coopération interdisciplinaire a permis à des villes telles que Espoo en Finlande et Gdansk en Pologne d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans leur future stratégie d'aménagement du territoire.»

Philipp Schmidt-Thomé,
 Geological Survey of Finland (GTK)
philipp.schmidt-thome@gtk.fi
www.astra-project.org

Lancement du programme ESPON 2013

Le lancement du Programme ESPON 2013 a eu lieu à Bruxelles le 21 janvier 2008.



L'Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen, ESPON (*European Spatial Planning Observation Network*), a été lancé en 2002. Il a vu le jour pour soutenir le développement de politiques et constituer une communauté scientifique européenne dans le domaine du développement territorial. Le programme ESPON 2013, couvrant la période 2007-2013 a été adopté par la Commission européenne le 7 novembre 2007. Ce nouveau programme est en partie financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) au titre de l'objectif de coopération territoriale.

Le programme ESPON 2013 a été lancé à Bruxelles, le 21 janvier 2008, par Katarina Mathernova, directrice générale adjointe à la DG REGIO, en présence de Romain Diederich, directeur général du ministère luxembourgeois de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. D'autres invités éminents étaient présents: Evgeni Kirilov, premier vice-président de la Commission sur le développement régional du Parlement européen, Gerhard Stahl, secrétaire général du Comité des régions, Joost van Iersel, membre du Comité économique et social européen et Blanka Bartol, représentante de la présidence slovène de l'Union européenne.

Cette inauguration a été suivie d'une série de présentations sur le programme ESPON 2013, sa mission, ses priorités et ses liens avec d'autres activités des Fonds structurels. Le nouveau programme garantira la pérennité d'ESPON ainsi que de nouvelles approches innovantes pour consolider un réseau d'observation européen de développement du territoire et de cohésion. Il soutiendra l'élaboration de politiques en vue d'un développement harmonieux du territoire européen et de la cohésion territoriale. ESPON 2013 fournira des informations comparables, des

éléments probants, des analyses et des scénarios sur les conditions-cadres pour le développement des régions, des villes et des plus grands territoires.

Parmi les 182 personnes ayant participé à l'événement figuraient de nombreux bénéficiaires potentiels et acteurs intéressés souhaitant en apprendre davantage sur les différentes possibilités de participation aux activités du projet. L'événement a également été l'occasion du lancement des quatre premiers appels à manifestation d'intérêt dans le cadre du programme ESPON 2013. En voici les détails et modalités:

- (1) Appel à propositions pour des projets de recherche appliquée axés sur les six thèmes suivants: villes et agglomérations urbaines: leur fonctionnalité et les possibilités de développement pour la compétitivité et la cohésion européenne; les opportunités de développement dans différents types de zones rurales; les flux démographiques et migratoires qui affectent les villes et les régions européennes; les changements climatiques et l'impact territorial sur les régions et les économies locales; l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur la compétitivité régionale; l'évaluation de l'impact territorial des politiques;
- (2) Appel à manifestation d'intérêt sur le système de soutien à la connaissance (pool d'experts);
- (3) Appel à manifestation d'intérêt par les parties prenantes sur l'analyse ciblée;
- (4) Appel à propositions sur la base de données ESPON 2013.

La date limite pour l'envoi des propositions et des manifestations d'intérêt a été fixée au 22 mars 2008.

Pour en savoir plus:

info@espon.eu (<http://www.espon.eu/>)

REGIO & réseaux

OPEN DAYS 2008

Le 14 décembre 2007, lors d'une réunion de lancement à laquelle ont pris part 150 représentants des régions et des villes d'Europe, Dirk Ahner, directeur général de la direction de la politique régionale de l'Union européenne et Gerhard Stahl, secrétaire général du Comité des régions ont donné le coup d'envoi des «OPEN DAYS 2008 – Semaine européenne des régions et des villes». Ces journées auront lieu du 6 au 9 octobre 2008. Cette année, les événements se déclineront autour du thème: «Les régions et les villes dans un monde de défis». Quatre thèmes ont été retenus: (1) la recherche et l'innovation à l'échelon régional; (2) le développement régional durable et le changement climatique; (3) la coopération et la mise en réseau/l'échange de bonnes pratiques; et (4) la politique de cohésion européenne de demain. Sur la base des résultats d'une enquête portant sur l'événement de l'année dernière, des nouveautés seront également testées, comme l'augmentation du nombre d'événements et de séminaires décentralisés ayant lieu à l'échelle locale (l'objectif étant de passer de 95 à 200, voire 300, d'ici à octobre 2008). Les régions et les villes ont jusqu'au 5 mars pour déposer leur candidature et devenir partenaires des OPEN DAYS 2008.

http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2007/index.cfm

Contributions sur l'avenir de la politique de cohésion

81 contributions à la consultation publique sur l'avenir de la politique de cohésion de l'UE sont disponibles sur le site Internet d'Inforegio. Ces contributions ont été adressées à la Commission européenne par des autorités publiques, des partenaires économiques et sociaux, des groupements d'intérêt et des citoyens, entre le 27 septembre 2007 et le 31 janvier 2008. Un rapport sur cette consultation sera présenté au printemps 2008, en même temps que le cinquième rapport d'étape sur la politique économique et sociale.

http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/4thcohesionforum/consultation_fr.cfm?nmenu=6

Les régions et la santé

EUREGHA (*European Local and Regional Health Authorities Network*, Réseau européen des autorités locales et régionales sur les questions de santé) est une plate-forme destinée aux autorités régionales ou locales exerçant des responsabilités dans le domaine de la santé ou dans des domaines connexes. Ce réseau a récemment organisé une conférence sur les inégalités en matière de santé dans les régions d'Europe (*Health Inequalities in the Regions of Europe*). Parmi les présentations données lors de la conférence, notons celles de fonctionnaires de la DG REGIO et de la DG SANCO de la Commission européenne, du ministère slovène de la santé et du réseau Eurohealthnet. Quatre exemples régionaux de bonnes pratiques dans la lutte contre les inégalités dans le domaine de la santé ont également été présentés (nord-ouest de l'Angleterre, Aquitaine, centre du Danemark et Kent). Ces présentations sont disponibles en ligne (http://www.northwesthealth.eu/cms/default2.asp?active_page_id=109). Le réseau EUREGHA rassemblera d'autres exemples de bonnes pratiques des quatre coins d'Europe en vue de les publier dans une brochure détaillée au cours des prochains mois. Toute personne désirant y contribuer avec un exemple de projet réussi de lutte contre les inégalités dans le domaine de la santé est invitée à contacter le réseau.

health@nwhbo.org

Atlas de la coopération transfrontalière

Cinq ans après la parution de la première édition, la MOT (Mission opérationnelle transfrontalière) vient de rééditer son atlas de la coopération transfrontalière. L'atlas regroupe près de 100 cartes, présentant tous les territoires transfrontaliers entre la France et ses neuf pays voisins. L'atlas se subdivise en quatre chapitres: 1) le fait géographique transfrontalier (flux de travailleurs, emploi, traversées maritimes, etc.); 2) thèmes sectoriels de la coopération transfrontalière (santé, culture, transports publics, fleuves, etc.); 3) la dimension territoriale de la coopération transfrontalière (projets territoriaux transfrontaliers et planification nationale, zones urbaines, zones rurales et naturelles transfrontalières, etc.); 4) cadre politique et légal et instruments de planification et de financement. Ces cartes sont accompagnées de commentaires détaillés sur les questions illustrées et incluent des gros plans sur des territoires spécifiques.

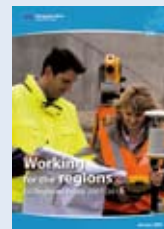
www.espaces-transfrontaliers.eu

Agenda REGIO

Dates	Événement	Lieu
7-8 avril 2008	Conférence sur l'avenir de la politique de cohésion http://www.eu2008.si/fr/index.html	Maribor (SI)
12-14 mai 2008	2 ^e convention internationale pour une approche territoriale du développement http://www.crpm.org/fr/index.php?act=6,1,2,71	Tanger-Tetouan (MA)
27-29 mai 2008	Conférence internationale annuelle de la Regional Studies Association <i>Regions: The Dilemmas of Integration and Competition</i> http://www.regional-studies-assoc.ac.uk/events/future.asp	Prague (CZ)
19 juin	Création du GECT	Bruxelles (B)
6-9 octobre 2008	OPEN DAYS 2008 – Semaine européenne des régions et des villes http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2007/index.cfm	Bruxelles (B)

Dernières publications

Travailler pour les Régions – La politique régionale de l'Union européenne 2007-2013



http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/presenta/working2008/work_fr.pdf
La politique régionale européenne dans ses moindres détails. Disponible en 22 langues.

Politique de cohésion 2007-2013 Cadres de référence stratégiques nationaux



http://ec.europa.eu/regional_policy/atlas2007/fiche/nsrf.pdf
Un aperçu des priorités nationales d'investissement, des régions bénéficiaires, des enveloppes budgétaires accordées et de l'impact attendu des programmes opérationnels dans chaque État membre.

Les régions, actrices du changement économique - Partager l'excellence



http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/excellence/doc/pdf/excellence_fr.pdf
Disponible en allemand, anglais et français.

La politique de cohésion 2007-2013 Commentaires et textes officiels



http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/publications/guide2007_fr.pdf
Disponible en 21 langues.

Le texte complet du droit, des propositions et documents officiels de l'UE sont disponibles en ligne à l'adresse
eur-lex.europa.eu/fr/index.htm

Le Health and Environment Alliance (HEAL) est une organisation non gouvernementale œuvrant en faveur d'une meilleure protection de l'environnement afin d'améliorer la santé et le bien-être des citoyens européens. Le site Internet de HEAL diffuse des informations sur le changement climatique et sur des thèmes en rapport avec la santé (liés essentiellement aux développements politiques, nouvelles études et nouveaux rapports, avancées des politiques au sein du processus décisionnel de l'UE, y compris les dates importantes d'action, la consultation, etc.). Un prospectus publié récemment par HEAL, intitulé *Climate change and health: Protecting the most vulnerable* (changement climatique et santé: protéger les plus vulnérables), passe en revue les dernières données scientifiques sur le changement climatique et la santé ainsi que des conclusions clés issues de pays européens sélectionnés et des recommandations politiques.



<http://www.acrplus.org/index.asp?page=25>

L'Association des cités et régions pour le recyclage et la gestion durable des ressources (ACR+) est un réseau international d'experts dans le domaine de la gestion des déchets. Ses membres ont tous pour objectif de promouvoir la consommation durable des ressources et la gestion des déchets par la prévention à la source, la réutilisation et le recyclage. ACR+ compte actuellement environ 90 membres, essentiellement des autorités locales et régionales ainsi que des réseaux nationaux d'autorités locales représentant 750 villes environ. Accessible en trois langues (EN, ES, FR), le site Internet de ACR+ propose quelques informations très utiles (études, bulletins, comptes rendus de séminaires, etc.) dans le domaine de la gestion des déchets.



<http://www.environment-agency.gov.uk/grdp/>

Greening Regional Development Programmes (GRDP) est un réseau paneuropéen mis en place en 2004 pour aider les régions à créer des emplois et assurer leur croissance dans le respect de l'environnement. Les partenaires du GRDP entendaient montrer aux organisations actives dans le développement régional qu'elles ont clairement intérêt à intégrer l'environnement dans leurs politiques, leurs stratégies, leurs programmes et leurs activités de développement. Le réseau a mis au point une boîte à outils de 40 pages afin d'aider les organisations à inclure les thématiques vertes et l'environnement dans le développement régional. La charte GRDP présente les principes essentiels de l'intégration environnementale. Les organisations sont invitées à utiliser la boîte à outils et à signer la charte en témoignage de leur engagement envers le développement durable.



<http://www.europanostra.org/index.html>

Europa Nostra est une plate-forme représentative de plus de 220 ONG de préservation du patrimoine actives dans toute l'Europe. Europa Nostra a pour objectif spécifique de promouvoir, à l'échelon européen, des normes élevées de qualité dans le domaine de la conservation du patrimoine, de l'architecture et de l'aménagement du territoire urbain et rural. Elle défend le développement équilibré et durable de l'environnement urbain, rural, bâti et naturel. La plate-forme encourage les bonnes pratiques dans le domaine de la conservation du patrimoine à l'échelon européen, en particulier par le biais du Prix du Patrimoine culturel de l'UE/Prix Europa Nostra.



«Travailler pour les régions – Politique régionale de l'UE 2007-2013»

La nouvelle brochure *Travailler pour les régions. La politique régionale de l'UE 2007-2013* est disponible dans toutes les langues de l'UE. Cette publication de 36 pages explique le fonctionnement de la politique régionale de l'UE et comment celle-ci soutient, par exemple, les transports, l'innovation, le développement environnemental et urbain dans les régions et les villes d'Europe. La coopération entre régions, l'évaluation de programmes, ainsi que l'audit, le contrôle et les exigences en matière de publicité sont d'autres aspects couverts par la publication. Les graphiques montrent les sommes (octroyées par les fonds européens) investies par les 27 États membres de l'Union et leur ventilation au cours des années à venir.

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/presenta/pres_fr.htm

Commission européenne, direction générale de la politique régionale
Unité B1 – Communication, information, relations avec les pays tiers
Ana-Paula Laissy
Avenue de Tervuren, n° 41, B-1040 Bruxelles
Fax: (32-2) 29-66003
E-mail: regio-info@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2008
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Imprimé en Belgique

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L-2985 Luxembourg



Office des publications
Publications.europa.eu